

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 29 AVRIL

N° 173

1,50 F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

EN DIRECT DE L'ARGENTINE

voir p.7

Gromyko dehors !

Débarquant à Paris, Gromyko a encore repris sa propagande sur «la détente». Au sortir de sa première rencontre avec Giscard, il s'est félicité des bonnes dispositions que celui-ci a rencontrées. Au mois d'octobre dernier quand Giscard visitait l'URSS, le ton n'était pas le même. Alors, il s'agissait de faire plier un pays européen sur son refus de participer aux conversations pour un prétendu désarmement. Les pressions ayant été efficaces, le Kremlin joue de la menace et de la flatterie.

Mais que cherchent donc les dirigeants soviétiques, en nous présentant un monde d'où, selon eux, les conflits militaires de grande envergure seraient pratiquement exclus, en s'annonçant comme des champions de «la détente» ?

Des millions de soldats, des milliers de chars sont massés par l'URSS et ses alliés en Europe. De leur côté, les Etats Unis entretiennent sur notre continent une force de frappe de plusieurs milliers de fusées à tête nucléaire. Chacun de son côté, ne cessent de renforcer leur dispositif. Et Gromyko vient à Paris prêcher «la détente», pour «se prémunir contre toute collision, tout heurt entre les Etats, sans même parler des heurts militaires».

Disant une chose, le social-impérialisme en fait une autre. Les dirigeants soviétiques et leurs concurrents américains affûtent chaque jour leurs armes dans la prévision d'un conflit entre eux, dont l'Europe serait à la fois l'enjeu et le théâtre.

Giscard d'Estaing peut bien accepter de se plier à ce jeu : ce ne serait pas la première fois que notre bourgeoisie se montre incapable de défendre l'indépendance nationale. Mais notre peuple n'entend pas être pris pour cible par les armes des deux super-puissances.

Que Gromyko aille parler de sa «détente» ailleurs !

Journée région morte

LE MIDI VITICOLE SE MOBILISE

La journée «région morte» a été préparée hier dans le midi viticole. D'abord, des signes évidents d'exaspération. Des «bombages» couvrent les murs de la ville. Ils étaient encore plus nombreux à Béziers et à Carcassonne, mais ils ont été effacés. Ces inscriptions sont parlantes : «Libérez Tesseyre ou gare aux bombes !»

Mêmes slogans sur les panneaux de signalisation en rase campagne dans l'Aude et dans les villes de moindre dimension comme Lézignan. Ces menaces traduisent-elles le sentiment de tous les viticulteurs ? Ceci est difficile à dire...

En tout cas, il est clair que la grande masse des viticulteurs ne tolère plus que Tesseyre reste en prison. Cela leur est d'autant plus insupportable que jusqu'ici leur action directe, leurs coups de main, les destructions qu'ils n'avaient pas craint d'opérer s'étaient révélés payants et avaient provoqué la libération des emprisonnés. Ces moyens n'ont pas été employés pour Tesseyre. Certains comprennent mal pourquoi.

La menace des bombes après les nuits de casse est prise au sérieux par certains dirigeants comme ceux des syndicats de vigneron. Ils pensent même que la menace de démission des maires est faite pour éviter cette escalade. Les leaders du CRAV ne font pas, eux, preuve d'une telle malice. Ils disent : «les 4/5 des maires, ceux des bourgs et



des villages sont des viticulteurs. Ils sentent ce que sentent tous les travailleurs de la vigne. Depuis la création des CRAV, les maires ont couvert et soutenu les initiatives de ces comités. Souvent ils ont utilisé la menace de démission pour obtenir la libération d'emprisonnés ou pour que des poursuites ne soient pas ouvertes. Aujourd'hui, ils sont prêts à neutraliser administrativement la région, à frapper le plus grand coup politique qu'ils puissent porter pour souligner leur solidarité avec Tesseyre.

La colère est grande même si jusqu'ici elle a été contenue. Un journal régional annonçait ces derniers jours que Tesseyre pourrait être libéré avant la journée du 29. Il ne nous

a pas été possible d'obtenir confirmation que des tractations se soient engagées dans ce sens. Les responsables des viticulteurs interrogés sur ce point se contentent de dire : «Si le pouvoir était intelligent, c'est cela qu'il ferait...»

Autre caractéristique du climat : l'irritation contre le négoce. Dans les milieux professionnels, on affirme, sans toutefois en avoir encore la confirmation officielle, qu'au mois d'avril les entrées de vins italiens seront plus fortes encore que les mois précédents. Et elles atteindraient des sommets équivalents à ceux de la fin de l'an dernier et du début de cette année : autour du million d'hectolitres.

DÉFENDONS NOS DROITS ! DÉVELOPPONS NOS LUTTES !

• BÉGHIN-CORBEHEM : 22 GRÉVISTES EN RÉFÉRÉ :

22 ouvriers de Béghin-Corbehem sont assignés en justice suite à l'occupation de la cour de l'usine avec femmes et enfants. Ils sont convoqués aujourd'hui au tribunal des référés d'Arras.

• BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE : MENACE DE LICENCIEMENT :

Sept délégués du personnel CFDT, deux délégués CGT et plusieurs membres actifs du comité de grève ont reçu une lettre de la direction annonçant son intention de les licencier.

Une nouvelle étape de lutte s'engage.

Le mouvement étudiant

APRÈS LA COORDINATION NATIONALE ET FACE À L'INTERVENTION POLICIÈRE

La coordination nationale de Censier qui s'est tenue de mardi 20 H. à mercredi 14 H. a réuni près de 400 délégués représentant 97 facultés ou IUT. Les points centraux de la lutte : abrogation de la réforme du second cycle, grève générale de l'université, qui étaient déjà au centre des coordinations précédentes d'Amiens ou de Toulouse, ont été réaffirmés. Cela dit, la coordina-

tion nationale n'a pas porté tous les fruits qu'on était en droit d'espérer, malgré la présence d'un courant qui, au delà de la réforme, remet en cause l'université bourgeoise et la société capitaliste, courant qui se manifestait dans les différentes plateformes distribuées aux délégués (par exemple Lille, Lyon, CA Dauphine, Toulouse, Charles V, Clignancourt).

voir p.2



Après les matraquages de Paris, la police poursuit ses exactions

faculté de dauphine (Paris)

Les forces de répression charge violemment les étudiants qui manifestent pour l'abrogation de la réforme et populariser leur lutte.

STRASBOURG :

Provocations des autorités universitaires et intervention policière.

voir p.6

1er MAI

POUR UN SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE DANS LES CORTEGES CGT CFDT

voir p.5

ETUDIANTS

Censier

APRES LA COORDINATION NATIONALE

suite de la une

La raison principale de cette faiblesse, ce fut l'absence quasi totale de débat politique, favorisée par les conditions matérielles, en particulier la décision -très discutée- qui a été prise de faire une coordination sans temps de repos. Les conséquences de cette décision furent graves pour la démocratie et le débat politique : fatigue, surtout pour les délégués de province, les délégués dormant sur les tables et étant réveillés lors des votes, un tiers des délégués étant parti lors du vote des motions et les trois quarts lors de «l'élection» du collectif national.

Mais ces questions matérielles auraient à la limite pu être surmontées (comme elles l'avaient été à Toulouse) si les organisations trotskystes (AJS, LCR) n'avaient esquivé le débat politique derrière la seule condamnation des manœuvres de l'UNEF-PC. Certes, cette dénonciation était nécessaire, mais elle ne devait constituer le tout de : où en est le mouvement étudiant, comment vaincre, quelle liaison avec les travailleurs, quelles propositions concrètes...

C'est en effet une des grandes faiblesses de cette coordination de n'avoir

pu dégager des propositions d'action concrètes en dehors du 1^{er} mai et... d'une nouvelle coordination les 5 et 6 mai à Lyon.

Le point le plus positif de cette coordination, ce fut l'apparition de l'UNEF-PC sous son vrai visage. Jusqu'ici, sa pratique était double : d'un côté, elle votait la grève générale de l'université, mais elle mettait celle-ci sous la table lorsqu'elle rencontrait le SNES-Sup ou Saunier-Seïté. Maintenant, la situation est claire : pour la première fois, l'UNEF a posé une motion ne mentionnant pas la grève générale de l'université, elle a ainsi pris ouvertement la décision de scissionner le mouvement et d'appeler de fait à la reprise des cours (voir extraits ci-contre)

Malheureusement, s'il y a eu clarification sur ce point (la motion de l'UNEF n'a eu que 39 voix), cette clarification n'a pas été plus loin, bloquée qu'elle s'est trouvée par la position de la LCR. Estimant trop intenable son «front commun» avec l'AJS, le PSU et l'UNEF, dans la mesure où se développait un courant d'opposition non négligeable (72 voix à Toulouse pour la motion 2) vis à vis de leur plate-

forme réformiste, de concessions, la Ligue a, cette fois-ci, tout fait pour empêcher qu'apparaisse ce courant à la coordination de Censier. Pour ce faire, ils ont soutenu en paroles les propositions qui faisaient les délégués minoritaires à Toulouse,

confusion, comme un obstacle au débat politique.

Pourtant, la question reste posée : un courant révolutionnaire existe, pourquoi n'est-il pas apparu plus nettement ? Il ne faut pas négliger les conditions concrètes dans les-

écourés, avant le vote. Enfin, le plus grave, les rédacteurs de la motion majoritaire n'ont, ni fait circuler de texte écrit, ni laissé de temps de réflexion, si bien que les bruits les plus fantaisistes circulaient et que de nombreux délégués ont voté pour la

Pour ce qui est du mouvement étudiant lui-même et des conséquences de cette coordination nationale, beaucoup de questions se posent : comment réaliser la grève générale de l'université, dans la mesure où, de fait, le SNES-Sup n'accepte désormais de discuter qu'avec l'UNEF ? Comment empêcher que l'UNEF négocie séparément la reprise avec Saunier Seïté, tel que cela semble se dessiner ? Ne faut-il pas dépasser la continuelle répétition : manif centrale - coordination - manif centrale... alors que les assemblées générales réunissent de moins en moins d'étudiants.

Cette coordination montre clairement que les étudiants révolutionnaires qui désirent remettre en cause l'université bourgeoise et s'inscrire avec la classe ouvrière dans le combat contre la société capitaliste doivent aujourd'hui se rassembler, se constituer en force.

Faire le bilan de cette coordination nationale, poursuivre la clarification politique, tel doit être le but que le courant hostile à l'orientation réformiste doit se fixer dans la semaine à venir.



tout en avançant nombre d'amendements, négociations... jusqu'à dénaturer complètement le sens de la motion du courant de lutte contre l'université capitaliste. Ainsi, une fois de plus, la LCR est apparue comme une force de

quelles a eu lieu le vote des plate-formes : le fait que le vote ait eu lieu le mercredi à midi après une nuit de veille autour de questions peu intéressantes, le fait aussi que de nombreux délégués de province sont partis,

motion Villetaneuse-Arts et Métiers (174 voix) croyant voter pour une plate-forme plus claire et plus anti-capitaliste que la plate-forme réformiste de la coordination de Toulouse ; de fait, il n'en était rien.

MOTION : PERSPECTIVES DE L'UNEF-ST MAUR

Saunier-Seïté vient d'esquiver un échec sérieux en étant contrainte de discuter des points importants de la réforme du 2^e cycle avec les représentants de la conférence des présidents d'Université.

L'ensemble de ces faits nous conforte dans l'idée qu'il est possible de gagner, de faire déboucher notre lutte vers une issue victorieuse de contraindre le gouvernement à la satisfaction de nos revendications...

- Refusant d'engager un tel mouvement dans une impasse, elle appelle les étudiants à imposer par leur action :

- Ouverture de négociations véritables entre les représentants qualifiés des étudiants et le secrétariat d'Etat aux Universités, notamment dans le cadre de la convocation immédiate du CNESER, seul organisme élu et représentatif.

Autour des principales revendications suivantes :

- Création massive d'emplois d'enseignants, d'ingénieurs et de cadres à tous les niveaux correspondant aux besoins du pays.

- Reconnaissance de tous les diplômes nationaux universitaires, dans les conventions collectives et les statuts de la fonction publique, en



premier lieu les DUT, les DTS.

- Vote d'un collectif budgétaire permettant aux universités de fonctionner, de s'équiper et de remplir leur rôle d'enseignement et de recherches.

- Elle appelle les étudiants à venir en masse sur les lieux des universités :

- Pour décider de la poursuite de la lutte sous toutes les formes qu'ils détermineront démocratiquement, faculté par faculté et qui permettent de conserver à l'action son caractère massif, uni et responsable, seul garant de son efficacité.

- Pour préparer activement la manifestation du 1^{er} mai dans chaque fac.

MOTION N° 2 (174 voix contre 39)

Après les soi-disant concessions d'Alice Saunier Seïté aux présidents d'universités, le pouvoir joue le pourrissement de la grève. Il espère en lâchant quelques miettes que la manifestation du 1^{er} Mai sera l'enterrement de la mobilisation. Bien au contraire, nous devons montrer que ce semblant de négociation n'entravera en rien notre détermination pour faire abroger la réforme. Nous réitérons notre condamnation formelle à toutes les organisations prétendant négocier au nom de tous les étudiants. Par cette attitude ces courants s'excluent eux-mêmes des structures démocratiques de la mobilisation étudiante.

Nous dénonçons l'appel à la reprise des cours et aux injonctions de l'UNEF (Renouveau). L'extension et la continuation du mouvement se marquera par une véritable jonction avec les travailleurs notamment à partir de convergences réelles sur la plate-forme.

- En organisant une solidarité active avec les luttes ouvrières et populaires (Sonacotra, CROUS...)

- En organisant toutes les initiatives locales et régionales (journée porte-ouverte), intervention sur les marchés, action sur le

rectorat. Pour expliquer et populariser notre lutte, ces initiatives seront organisées sur les bases de coordination locale et régionale.

- En manifestant le 1^{er} Mai aux côtés des travailleurs et des Comités de Soldats dans un cortège autonome étudiant à l'intérieur du cortège syndical.

D'autre part, la bourgeoisie utilise désormais une de ces dernières armes face à la mobilisation : la répression (ex : des étudiants de Strasbourg à qui la coordination a envoyé un télégramme de soutien), prouve la nécessité d'une réelle auto-défense du mouvement dans les manifestations et dans les facs à la fois aux violences policières et aux attaques fascistes.

La question des examens n'est pas une modalité, mais un aspect de notre lutte. Pour cela, il est nécessaire de mettre à profit le rapport de force que crée la grève pour imposer des modalités d'examen déterminées par

les étudiants eux-mêmes dans l'unité avec les enseignants.

COMMUNIQUÉ DE LA FACULTÉ DE RENNES EN GRÈVE

Le 27 avril, à l'initiative des étudiants en lutte de Rennes, s'est tenue à Beaulieu un forum regroupant les ouvriers en lutte de la région : Réhault de Fougères et les comités de lutte contre le chômage ainsi que les étudiants en grève. Le soir, s'est tenu un meeting sur l'unité ouvriers, paysans et étudiants, sur la question du chômage et de la répression. A ce meeting, les travailleurs ont expliqué leur lutte, ainsi que les comités de lutte contre le chômage qui ont appelé à une manifestation mercredi et pour le 1^{er} mai, les étudiants ont été invités à se rendre à Fougères où se tiendront, après la manifestation du matin, des débats, des stands...

Nous publierons lundi la suite de notre enquête : «Où en est le mouvement viticole ?».

RÉFORME DES PLUS-VALUES RIEN NE VA PLUS !

La réforme sur les plus-values continue de diviser les rangs de la majorité. Malgré les déclarations de Giscard dans sa dernière conférence de presse, au terme desquelles tout député de la majorité qui ne voterait pas le projet de réforme ne ferait plus partie de la majorité présidentielle, c'est maintenant au tour de l'UDR de demander le retrait du projet actuel.

On sait que cette réforme se réduit à taxer légèrement certaines plus-values spéculatives (4 % pour celles de l'or, par exemple).

Toutefois, l'UDR la considère comme inacceptable : elle propose que «les honnêtes gens» ne soient pas taxés, c'est-à-dire que tous ceux qui réaliseraient des profits sur des résidences principales ou secondaires en dessous du seuil de 500 000 F (cinquante millions anciens) ! Si ces propositions n'étaient pas acceptées, l'UDR, qui ne veut pas passer pour ce qu'elle est, un parti réactionnaire au service des intérêts de la bourgeoisie, propose alors un texte «réformateur» : un impôt sur le capital qui épargnerait les fortunes inférieures à un million de francs lourds (cent millions anciens) et qui, au delà de ce seuil, serait de 0,5 % seulement ! Référence oblige : c'est encore à l'Allemagne de Schmidt que ce projet est emprunté.

L'hostilité de l'UDR est ainsi expliquée par Claude Labbé : «L'intention est bonne, mais le texte a trahi la pensée du Président». Manière d'éviter

de prendre de front le contre-pied de Giscard, tout en s'opposant à sa politique.

En tous les cas, l'UDR vient donc de grossir les rangs de ceux qui s'opposent à la réforme que Giscard présentait pourtant l'autre jour comme le joyau de son activité réformatrice. Comme ce fut le cas, en 1974, pour la loi sur l'avortement, la majorité se divise publiquement. Mais, cette fois, le président n'a pas, pour le vote au Parlement, de recours possible du côté du PS et du PC. Mitterrand, en effet, vient de déclarer : «Nous ne voterons pas le projet, car, malheureusement, ce bon projet se traduit dans une mauvaise loi. Elle fait peur à tout le monde ; elle s'attaque à des biens qui pourraient être protégés». Et Mitterrand de défendre alors : «ceux qui ont gagné un certain nombre de plus-values à la sueur de leur front et de leurs efforts». Côté P(C)F, les propos sont aussi édifiants : «Le groupe communiste, défenseur de la propriété privée, fruit de sacrifices et de travail, dénonce le caractère injuste du projet ; il constitue une atteinte au droit de la petite épargne et de la petite

propriété populaire».

Au delà de cette unité touchante, de la droite à la prétendue gauche, pour la défense de la propriété patronale, la querelle des plus values met en lumière un renforcement du poids de l'UDR dans la coalition gouvernementale. Son poids au Parlement pèse sur la politique de Giscard.

Le projet qui sera présenté aux députés ne met pourtant pas gravement

propriétaires de résidences secondaires. Il faut, dit Labbé, «un texte qui traque les spéculateurs tout en épargnant les honnêtes gens».

Ce nouvel avatar de la politique des réformes confirme l'échec déjà patent du giscardisme. La majorité, malgré les apparences de coordination chiraquienne, est incapable de s'unir. Quant au président, son projet de



Un «jardin» acquis «à la sueur de son front».

en cause la fortune, ou le capital. Il ne fait au mieux qu'écorner certains privilégiés. Mais l'UDR se saisit de l'occasion pour en appeler à l'électorat conservateur, aux petits propriétaires d'or, aux cadres

libéralisme avancé, (dont il doit publier bientôt la quintessence théorique), est, une fois encore, en voie d'avorter piteusement.

Camille NOEL

Au Parlement

UN PROJET DE FINANCEMENT DES PARTIS PAR L'ETAT

Guy Cabanel, député républicain indépendant, dépose aujourd'hui jeudi au Parlement, un projet de loi sur le financement des partis politiques par l'Etat, qui, en retour, pourrait contrôler ces partis.

L'essentiel du projet qui s'inspire des pratiques actuellement en vigueur en Allemagne Fédérale, vise à ne plus permettre qu'aux partis bourgeois (de l'UDR au P(C)), de faire face aux barrages financier et politique des campagnes électorales.

Ce projet arrive au moment précis où Giscard entreprend de modifier les conditions de dépôt de candidatures aux présidentielles, afin d'éliminer toute candidature révolutionnaire, comme cela avait été fait en 1974, pour notre camarade A.Roustan.

Le projet prévoit que «seuls bénéficient des subventions de l'Etat les

partis et groupements politiques représentés par des groupes parlementaires à l'Assemblée Nationale ou au Sénat, ou qui ont présenté au moins 75 candidats au premier tour, de scrutin des dernières élections législatives».

«Chaque parti ou groupe politique reçoit chaque année une subvention proportionnelle au nombre de suffrages obtenus lors du premier tour de la dernière élection législative, et au nombre de leurs représentants à l'Assemblée Nationale».

Outre que ces strictes limites permettent à la bourgeoisie de réduire la campagne électorale à celle des partis bourgeois non représentatifs des intérêts réels des masses, le projet vise directement les organisations révolutionnaires en étendant à tous les partis et organisations politiques l'obligation de remettre chaque année un rapport comptable de

leurs dépenses et recettes dans l'année écoulée. Enfin, il faut mentionner des interdictions touchant le déroulement des campagnes électorales, parmi lesquelles : «L'affichage et la distribution de tracts et de circulaires non prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ; la diffusion de messages de propagande sur la voie publique». Toutefois, les subventions privées aux partis bourgeois ne sont pas supprimées : si cette somme ne dépasse pas 1% du revenu de l'arroseur, cette somme est déductible des revenus imposables !

On voit donc ce que vise très exactement ce projet : venant en même temps que la répression qui frappe aujourd'hui les ouvriers et paysans révolutionnaires, il s'agit d'interdire légalement, de fait, toute propagande politique du Parti Révolutionnaire pendant les campagnes électorales.

● LEPS AUX CHAMPS : Sans avoir convoqué sa minorité, le CERES, le parti socialiste a réuni son état-major aux champs, à Seilhac près de Blois. Mauroy a insisté maladivement sur le fait que le PS «est le parti de la responsabilité». Il a également été question d'une réunion au sommet de la gauche avant l'été. Mitterrand, interrogé sur la taxation des plus values a dénoncé ses «graves injustices», faisant semblant de pleurer sur «les fortunes acquises par un rude travail». D'autre part, le chef du PS a déclaré que l'élection de Tours «est une bonne occasion»...

BASTIA QUALIFIÉ. Finalement, le match retour de quart de finale de la Coupe de France de football Bastia-Nice ne sera pas rejoué. Sur la demande de Médecin le maire de Nice qui subventionne l'équipe, Lœillet président de l'OGC-Nice a décidé de déclarer forfait, ce qui en conséquence assure la qualification de Bastia pour les demi-finales de la Coupe de France.

JOURNÉE RÉGION MORTE DANS LE MIDI VITICOLE

suite de la une

Même si ces importations massives ne sont pas confirmées, il est clair que la masse des viticulteurs ne font plus aucune confiance au négoce. Celui-ci achète du vin italien qui, tous frais comptés, lui revient autour de 8,50 F le degré/hecto, pourquoi achèterait-il ici du vin à 10,50 F ? Les viticulteurs ne voient pas leur vin se vendre et, de cela, ils ne peuvent pas prendre le parti.

Tout cela détermine une rupture de confiance totale de la masse des viticulteurs vis-à-vis du gouvernement. A son égard, la défiance et souvent la haine deviennent massives. Les viticulteurs se sentent trompés, bafoués, méprisés. Alors que faire ? Chercher des allian-

ces... Faire bloc avec toutes les autres couches sociales exploitées. C'est l'aspect positif qu'ils voient généralement dans la journée du 29 avril. Quant à l'effet direct d'une telle manifestation, beaucoup ne cachent pas leur scepticisme.

«J'irai en spectateur» disait un de leurs leaders, et non des moindres...

«J'irai pour montrer que plus que jamais notre lutte continue et continuera plus ferme» déclarait un autre.

A moins d'événements imprévisibles, la journée d'aujourd'hui ne sera que l'amorce d'une nouvelle étape de combat, certainement plus dure.

J.C. D.

Bonnet : une politique agricole contre les paysans

Il n'y aura pas de journée «région morte» au Parlement, le flot verbeux semble intarissable, surtout lorsqu'il s'agit du débat sur l'agriculture. Cela n'a rien d'étonnant, nombre de députés doivent leur siège aux voix paysannes et leur réélection dépend de la crédibilité de leurs promesses ou de la démagogie de leurs interventions. Le débat sur l'agriculture s'est donc poursuivi par un long discours de Bonnet et de multiples interventions des députés.

Il n'y a pas que Giscard et Poniatowski pour se référer au modèle allemand, Bonnet va aussi y trouver son inspiration. Il se réjouit de ce que la structure de l'agriculture française se rapproche de celle de l'agriculture allemande. «En Allemagne fédérale, a souligné Bonnet, 49% des paysans le sont à temps partiel et une évolution du même type est annoncée chez nous». «Sur 1 350 000 exploitations, 500 000 correspondent à un régime de semi-retraite ou de temps partiel, de telle sorte que le revenu agricole n'est ici qu'un élément du revenu global des intéressés».

Ce que Bonnet aurait pu ajouter pour être complet c'est que chaque année 40 000 paysans quittent la terre et prennent le chemin de l'usine ou s'alignent dans les files de chômeurs. C'est cela le véritable visage de la politique agricole du pouvoir. Et c'est cette orientation que Bonnet veut accentuer. Les «agriculteurs partiels», ce sont soit des retraités obligés de travailler encore pour subsister, soit des ouvriers paysans, faisant une double journée de travail et plusieurs heures de transports quotidiens.

Dans les années à venir les 500 000 exploitations sur lesquelles ils travaillent, ils devront les laisser pour aller travailler définitivement à la ville. Leurs exploitations seront ra-

chetées et intégrées dans les grosses exploitations des capitalistes agraires.

Mais Bonnet n'a évidemment pas développé cet aspect.

Ce qui l'intéresse ce sont les résultats d'ensemble de l'agriculture française, qu'importe s'ils sont obtenus par la surexploitation des petits paysans et sur leur ruine.

La politique agricole européenne qui a fait ses preuves en accélérant l'exode rural et la concentration de l'agriculture sera poursuivie, sous prétexte qu'elle a permis à la France de devenir le second exportateur mondial de produits agricoles. L'exportation, ce fut le mot clé du discours de Bonnet, augmenter les exportations, tel est l'objectif. Ceci nécessite une plus grande compétitivité passant par l'élimination rapide des petites exploitations. C'est contradictoire avec le reste du discours de Bonnet parlant d'aider les jeunes à s'installer. La politique de subventions et d'aides est essentiellement destinée à favoriser la modernisation des unités de production les plus compétitives.

C'est donc une aggravation des difficultés des petits paysans que prépare le gouvernement. Pour empêcher l'application de cette politique, il ne reste aux paysans que le renforcement de leurs luttes.

LUTTES OUVRIERES

BENDIX (DBA) Drancy

Premières réflexions après la reprise

- A l'usine Bendix-DBA de Drancy, le travail reprend ce matin. Les résultats sont plutôt maigres : les 3 % d'augmentation prévus en cours d'année sont avancés au 1^{er} avril et le patron accepte, sous réserve que la loi l'oblige effectivement à payer le lundi de Pâques, à indemniser les trois derniers jours de grève. C'est à peu près tout ce que les grévistes ont obtenu !

- Pourtant, 90 % du personnel de fabrication était dans le mouvement. Pourtant, il y avait une combativité importante dans cette lutte.

La reprise ce matin entraîne bien sûr, un certain découragement chez les travailleurs les plus combatifs, mais surtout, ce sont les interrogations qui dominent. Le rapport des forces était largement en faveur des grévistes. Rien ne sortait de l'usine. Les rares pièces fabriquées par les quelques non-grévistes étaient mauvaises. «C'est vrai, dit un militant CFDT, on avait des atouts en main et on n'a pas su les exploiter. On a laissé les idées défaitistes prendre le dessus sans nous y opposer vraiment. Certains militants mettaient sans cesse les difficultés en avant. C'est vrai qu'il y a toujours des problèmes dans une grève, mais notre boulot c'est de les surmonter». Par exemple, des gars ont proposé l'occupation et au lieu de voir si c'était possible et dans quelles conditions, ce qui leur a été répondu c'est : «Attention, vous allez avoir les flics sur le dos dans moins de deux heures». Ou alors : «La grève dure, le patron n'a pas l'air décidé à lâcher, le fric va manquer». Toutes ces questions qui se posent dans chaque grève, ont servi trop souvent de justification pour ne pas durcir l'action. Une partie importante des grévistes était prête à «passer un cran».

● LA CFDT DE ST QUENTIN COMMUNIQUE : Une quinzaine de l'emploi a lieu depuis la semaine dernière. Nous organisons 4 heures sur l'emploi, vendredi 30 avril à 17 h :

10 rue Kennedy
St Quentin

Il y aura notamment la participation des Ets Desombre et la CIP de Lille.

COMMUNIQUÉ DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE PAUL BROUSSE

Compte-tenu de la répression qui s'abat sur toutes les écoles d'élèves-infirmières, des luttes qui se mènent, notamment à l'école d'élèves psychiatriques de Ste-Anne, vingt jours de grève ; à l'école de sages-femmes de St-Antoine, environ quinze jours de grève ; l'école d'élèves infirmiers de Paul Brousse (Villejuif) appelle toutes les écoles de la région parisienne à participer à l'assemblée générale qui se tiendra dans un amphithéâtre de Piquet, salle P, 91, boulevard de l'Hôpital

jeudi 29 à 18 h

pour coordonner nos luttes, pour préparer la journée d'action nationale, afin d'opposer un front uni face à la répression !

Des propositions avaient été faites, comme par exemple, renforcer les piquets ou faire sauter les chaînes mises aux grilles par le patron. Elles ne sont pas passées ou n'ont pas été mises en application une fois décidées. Un certain manque de confiance dans la possibilité de gagner, une mauvaise appréciation du rapport des forces ont laissé le champ libre aux idées défaitistes.

«Il y a un autre élément, dit un ouvrier, beaucoup de gars sont partis avec l'idée que ce serait comme la dernière grève où on a obtenu nos revendications en deux jours. La situation n'est plus la même aujourd'hui. Le patron était intransigent. Il aurait fallu en tenir compte pour déterminer notre tactique et prendre les moyens qu'il fallait».

Des points positifs pourtant : des contacts beaucoup plus fréquents ont eu lieu à l'occasion de cette grève. Des rapports nouveaux se sont établis, malgré la période de grève relativement courte. Le rôle de la maîtrise et des cadres aussi a été plus clairement vu. A l'occasion de la grève, des clivages sont apparus parmi eux et un ingénieur a choisi de lutter avec les ouvriers...

«De tout cela, il faudra tirer un bilan approfondi pour les luttes à venir, et remettre en cause notre direction de la lutte pour pouvoir répondre aux travailleurs qui nous demandent des comptes maintenant», dit un délégué CFDT.

Gérard PRIVAT

Service traction Rhodia Belle Etoile

LES TRAVAILLEURS TIRENT LE BILAN DE LEUR LUTTE

Nous publions ici le bilan tiré collectivement par les travailleurs du Service Traction de Rhône Poulenc «Belle Etoile», au terme de leur lutte. L'action sectorielle, menée du 29 mars au 15 avril, a été conduite unitairement, le bilan vient de s'effectuer de même. La cellule du PCRmi de Rhodia a diffusé ce texte en précisant que si elle avait encore «d'autres conclusions» à faire connaître, ce premier texte rassemblait «des enseignements qui serviront pour les luttes»...

Nous dénonçons d'abord l'attitude de la maîtrise. Celle-ci soi-disant «solidaire» n'a pas voulu se mouiller, sauf, ensuite, pour briser la grève. Comment justifier le point de vue de certains délégués qui, après cela, voulaient que les grévistes négocient les revendications de cette maîtrise, si ce n'est parce que les briseurs de grève font partie de la clientèle électorale du P.C.F. et du P.S.

LES OBSTACLES À LA LUTTE

L'intransigeance absolue de la direction nous montre deux choses :

- Rhône Poulenc est «riche» et se permet la location de wagons immobilisés et l'affrètement de camions qui ont coûté des millions : alors que le réajustement de nos classifications coûtait 1 500 F par mois !

- Rhône Poulenc se sent faible : il ne peut pas se permettre de céder à la lutte d'un secteur (d'autres s'y mettraient ensuite !) ni à une lutte «dure» (les travailleurs verraient que ça paie et abandonneraient les grévistes de deux heures...)

Nous avons bien vu la nécessité d'élargir la lutte

à l'ensemble de la boîte (la grève de la Traction, c'est en fait la remise en cause des classifications à Belle Etoile). Mais trop peu de délégués ont donné des explications et pris des initiatives dans les ateliers pour cela. Nous accusons la tactique de la direction de la CGT, de ceux de ses dirigeants qui obéissent aux ordres du P.C.F. et ne tiennent aucun compte des intérêts des travailleurs : pourquoi le refus d'un tract ou de collectes de popularisation ? Pourquoi prétendre se mobiliser et finalement refuser

de débrayer avec la CFDT et la CFTC le 14 avril, en appelant à «de nouvelles formes de lutte» (c'est-à-dire à reprendre) ?

DES ASPECTS POSITIFS

- L'unité des grévistes sur des bases claires, discutées dès le départ, y compris pour faire front pour empêcher la maîtrise de briser la grève.

- Notre fermeté sur les revendications, qui a fait perdre des millions à R.P. et permis d'obtenir satisfaction sur trois de nos revendications (mettant en cause les tentatives de la direction de diviser les travailleurs de la Traction)...

- Nous avons nous-mêmes pris en main la lutte !

- Autour de nous un soutien moral et financier (2 888 F 50 collectés) a montré que les travailleurs avaient compris que notre lutte était juste.

QUELLES LEÇONS TIRONS-NOUS ?

● Cette grève nous a appris que dans la période, Rhône Poulenc ne cède pas à une grève, même dure et très «efficace», si elle ne s'étend pas à plusieurs ateliers, voire à d'autres usines.

- Elle nous a montré aussi que l'élargissement ne peut pas se faire par des coups d'épée dans l'eau et que ceux qui parlent d'«action d'ensemble» et d'«élargissement» tout en freinant et sabotant la lutte, divisent et ne cherchent qu'un marche pied pour les prochaines élections ! Lorsque l'ensemble des travailleurs auront compris ces manœuvres et s'y opposeront, les luttes de la classe ouvrière pourront déboucher sur des victoires importantes !



La Sonacotra contre les délégués des comités de résidents LES MENACES D'EXPULSIONS SE PRÉCISENT

Ainsi que l'a annoncé le Comité de Coordination des foyers Sonacotra en lutte dans sa Conférence de presse de mardi, plusieurs délégués de Comité de résidents, notamment à Garge-les-Gonnesses et Ermont, ont reçu des lettres d'huissiers les avertissant que s'ils ne payaient pas sous huitaine, ils seraient expulsés de leur chambre. La direction de la Sonacotra a confirmé ces menaces.

On sait ce qu'il en est en pareil cas : récemment dans un foyer en grève de la rue du Château des rentiers à Paris

(foyer dépendant du bureau «d'aide sociale» de la Préfecture) des travailleurs immigrés au retour de leur travail, trouvèrent les flics qui les attendaient dans le hall du foyer : leurs affaires avaient été jetées en vrac sur le trottoir ! La bourgeoisie appelle ça «procédure légale en cas de cessation de paiement des fournitures hôtelières» !!

Or, les mesures contenues dans la circulaire Dijoud autorisent Poniatowski à expulser hors du territoire un travailleur immigré dépourvu de logement !

Mais de tous côtés, le soutien ouvrier et populaire continue de se développer autour de nos camarades immigrés en lutte ; témoignage vivant de cette solidarité grandissante : le conseil des syndicats CFDT du commerce de Paris, réuni le 27 avril, a remis 1 000 F de soutien à un représentant du Comité de Coordination... De nombreuses motions de solidarité ont été remises au Comité, également.

EBOUEURS LILLOIS

«la grève est finie, mais on n'augmente pas les cadences»

La police de Giscard conteste un nouvelle fois les droits élémentaires des travailleurs immigrés. En effet, mardi matin à chaque dépôt de la TRU, un car de police et plusieurs inspecteurs matraques au poing forçaient les piquets de grève, les flics bousculaient les grévistes en les frappant et en les insultant : «Vous êtes immigrés, rentrez dans votre pays, si vous n'êtes pas contents, vous n'avez pas droit de grève».

Malgré cela, les grévistes votaient à l'unanimité la poursuite du mouvement et se présentaient mercredi à l'entrée des dépôts, la police y était aussi, elle surveillait la sortie de quelques bennes. En effet, une trentaine d'ouvriers reprenaient le travail. La plupart des camions partaient sans releveur.

Poursuivre la grève, dispersés hors des locaux, ce n'est pas possible. «La direction attend que nous reprenions le travail un à un». Regroupés non loin des dépôts des

Marocains, des Algériens, des Portugais sont décidés à tenir et à obtenir le paiement des jours de grève et plus que

les 2,5 % d'augmentation proposés par la direction : «Même si nous sommes étrangers, nous avons le droit de grève !»

DERNIÈRE MINUTE

Les grévistes de la T.R.U. ont décidé de reprendre le travail, la direction a cédé en partie et accordé 5% d'augmentation et 2% tout de suite. Cependant elle n'accepte toujours pas de payer les jours de grève ni de donner une 6^e semaine de congés payés.

Les grévistes de la T.R.U. sont décidés à reprendre mais sans courir

comme ils le faisaient d'habitude. La grève est finie mais «on n'augmente pas les cadences». «Nous prendrons une demi-heure à midi pour déjeuner». En effet, si la T.R.U. veut maintenant obtenir le relèvement des 16 000 tonnes d'ordures accumulées dans Lille, elle devra négocier de nouveau, c'est la façon des grévistes de continuer la grève.

RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE CHEZ LEGRAND (Limoges) : Depuis le 23/4 les débrayages pour les salaires, qui durent depuis 6 semaines, se sont accentués en blocage du dépôt des ex-

péditions. La direction de Legrand (appareillage électrique, 2700 ouvriers) a engagé une action civile en «dommages et intérêts» contre les délégués syndicaux. L'UD-CGT a réfuté ces prétentions !

LUTTES OUVRIERES

Bourgogne-Electronique : les lettres de licenciement sont arrivées UNE NOUVELLE ÉTAPE DE LA LUTTE S'ENGAGE

Mardi dans la journée, les sept délégués du personnel CFDT, deux délégués CGT et plusieurs membres actifs du comité de grève, ont reçu une lettre de la direction annonçant son intention de les licencier pour «faute lourde». C'est-à-dire : licenciement ne donnant droit à aucune indemnité de chômage ni de préavis !

Aussitôt connue, cette décision de la direction, qui ne digère pas d'avoir vu son autorité remise en cause, a suscité la révolte et l'indignation dans les ateliers, chez les ouvrières, y compris celles qui n'avaient pas fait grève. Les réactions sont vives : «Ce sont des salopards, on ne va pas laisser faire ça...» La direction a tellement peur d'une réaction qu'elle a fait occuper l'usine pendant le week-end par la maîtrise et les cadres, et que lundi matin, dès 4 H, des forces de police étaient massées autour de l'usine avec les chefs. Le soir, les cadres s'en vont avec les documents sous le bras...

La grève a fait du mal à la direction car une centaine d'intérimaires a été embauchée. Les chefs essaient de relancer les cadences «pour rattrapper le temps perdu» et dans certains ateliers, des heu-

res supplémentaires ont été proposées.

Beaucoup dans l'usine pensaient que la direction attendrait un peu avant de réprimer, c'est la méthode inverse qu'elle a choisie : attaquer de front les travailleurs, leur faire payer

leur victoire par une défaite sur la défense de leurs droits syndicaux... en décapitant la section syndicale CFDT, la plus combative, et en licenciant des travailleurs révolutionnaires, en particulier de la cellule du PCR de l'usine qui a contribué de toutes ses forces, avec les autres militants syndicaux, à la libération de l'initiative des travailleurs. C'est ce qui explique pourquoi la grève a été si combative durant cinq semaines.

Après la victoire de la

grève, une nouvelle bataille s'engage pour défendre les droits syndicaux, et à travers eux, la possibilité même d'exercer le droit de grève. Face à cette nouvelle situation, tout un travail d'information, de débats, se mène dans l'usine pour organiser la riposte qui mobilise les travailleurs à un niveau supérieur. En voulant écraser l'ouvrier, la direction de Bourgogne-Electronique risque bien d'obtenir l'effet inverse : une détermination plus grande en



QUESTIONS SYNDICALES

1^{er} MAI

POUR AFFIRMER LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DANS LES CORTÈGES CGT-CFDT

Le 1^{er} mai, journée de lutte contre la bourgeoisie, les travailleurs veulent venir en cortège, de leur usine, de leur chantier..., sous une banderole unique exprimant leur haine et leurs espoirs de classe, en s'affirmant clairement anti-capitalistes et internationalistes !

La volonté des dirigeants syndicaux sur la ligne de l'Union de la Gauche, est bien différente :

- En guise d'«internationalisme», les postiers antillais-guyanais sont invités à défilier en tant que «Commission des Départements et Territoires d'Outre-Mer» par les fédérations...

- Pour ce qui est de l'«anti-capitalisme», les confédérations veulent nous fleurir de banderoles et slogans à la louange des projets bourgeois du Programme Commun et d'Autogestion, nous en rabattre les oreilles, sans perspectives pour l'unification et l'extension de nos luttes.

- Quant à l'«unité», ce n'est pas en criant cela dans deux cortèges syndicaux soigneusement distincts, même si quelques confédéraux vont planter ensemble en tête, qu'on la fera avancer !

Qu'ont-ils donc en tête les partisans du Programme Commun à la tête de nos centrales pour vouloir nous engager ainsi dans une manifestation morcelée, bridée de la sorte ?

A coup sûr, les révisionnistes croient tenir là le bon moyen de juguler toute opposition syndicale révolutionnaire, persuadés qu'ils sont que la lutte de classe ne traverse pas de part en part la CGT (malgré les démentis qui, de luttes en congrès leur sont portés sans cesse davantage par les travailleurs !). C'est aussi l'occasion pour les réformistes dans la CFDT de donner libre court au sectarisme de chapelle syndicale qu'ils développent en ce moment pour masquer les contradictions qui les opposent au courant révo-

lutionnaire dans la confédération. Mais, en agissant de la sorte, les gens de l'Union de la Gauche qui dominent encore actuellement nos syndicats, se montrent pour ce qu'ils sont : l'«unité syndicale» et la «lutte» à la bouche, la division et la peur des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, dans les faits !

Partout où cela sera possible, les syndicalistes révolutionnaires et leurs sections, leurs unions, défilent dans l'unité CGT-CFDT sur des mots d'ordre de lutte de classe, constituant dans le cortège syndical du 1^{er} mai, un pôle révolutionnaire pour tous les travailleurs !

Stéphane RAYNAL

CONTRE LE CHÔMAGE ET LA VIE CHÈRE, OFFENSIVE OUVRIÈRE, UNITÉ POPULAIRE 2000F MINI, 300F POUR TOUS 5^e SEMAINE DE CONGES PAYÉS 5^e ÉQUIPE POUR LES POSTES HALTE AUX LICENCIEMENTS ET AUX DÉMANTÈLEMENTS ACCIDENTS DU TRAVAIL CRIME DU CAPITAL NON AUX SAISIES ET AUX EXPULSIONS DÉFENDONS NOS DROITS, DÉVELOPPONS NOS LUTTES

FRANÇAIS-IMMIGRÉS : UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE INDÉPENDANCE POUR LES COLONIES

UNITÉ SYNDICALE PAR LA LUTTE DE CLASSES NOUS VOULONS, NOUS FERONS UN SYNDICALISME DE CLASSE DANS NOS SECTIONS, DANS NOS UNIONS, DÉVELOPPONS UN SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

UNE SEULE SOLUTION, LA RÉVOLUTION

Contre les expulsions

APPEL DE TROIS FAMILLES D'HÉROUVILLE (14)

* Nous sommes saisis de nos meubles, nous allons être expulsés. Nous attendons depuis des années des logements HLM, mais paraît-il, il n'y aurait pas de place. Nous sommes obligés d'habiter en résidence (850 F et 750 F de loyer par mois), nous ne pouvons plus payer, c'est pour cela que nous allons être expulsés.

Les assistantes sociales nous ont dit : «Puisque vous ne payez pas vos loyers en résidence, rien ne nous assure que vous les payerez en HLM, nous ne pouvons rien faire...»

Il faut signaler que dans une famille, le père a été licencié il y a trois mois, il a deux enfants. Dans l'autre famille, le père travaille à la Saviem où il gagne 1 600 F par mois, il a cinq enfants, et dans la troisième, il y a trois enfants et le père gagne 1 500 F par mois dans le bâtiment.

Nous sommes allés en délégation avec le comité de lutte contre le chômage voir le maire d'Hérouville (socialiste). Ce cher monsieur ne peut rien faire paraît-il, ce qui ne l'empêche pas de déclarer dans les journaux qu'il n'y aura pas d'expulsions à Hérouville sans relogement.

Les expulsions à Hérouville, elles se comptent par dizaines, c'est pour cela qu'il faut mener la lutte jusqu'au bout. Nous engageons un travail de mobilisation, de porte-à-porte, intervention sur les marchés, et nous nous apercevons qu'il y a une grande solidarité entre les familles ouvrières.

Nous allons aller aux HLM avec une pétition que nous faisons circuler actuellement sur le quartier. Cela leur montrera déjà que les travailleurs sont avec nous.

UN FAIT RÉVOLTANT

Quest-France refuse depuis une semaine de passer une communication au sujet des trois familles menacées d'expulsion. Ils prétextent qu'ils n'ont pas de place, que cela n'est pas important, et qu'ils estiment que ce n'est pas leur rôle de mobiliser la population. De toute façon, nous ont-ils dit, nous ne sommes pas obligés de passer votre article...

Quest-France est le journal le plus lu dans la région et cela nous aurait permis de très largement faire connaître notre lutte. La liberté de presse, ce n'est pas pour tous les travailleurs en lutte. Par contre, pour le maire d'Hérouville, il y a toujours de la place pour faire passer ses mensonges publicitaires au sujet des expulsions. Nous comptons sur le Quotidien du Peuple pour faire connaître notre lutte.

Le Comité de lutte

Nous demandons à tous les lecteurs du Quotidien du Peuple, solidaires de notre combat de nous adresser des lettres de soutien que nous déposerons aux HLM. Nous vous remercions d'avance et vous tiendrons au courant de la suite de notre action.

Les trois familles et le comité de lutte contre le chômage et pour l'entraide populaire d'Hérouville St Clair NB : écrire en précisant : pour les trois familles des Belles-Portes à Mr et Mme Chapel Gil 27, bd du Grand Parc 14 200 Hérouville St Clair

Durschmidt (Fabrication de meules à Corbas-Lyon)

GRÈVE ILLIMITÉE DEPUIS PLUS DE DEUX SEMAINES

Depuis plus de quinze jours, les 350 ouvriers des deux usines Durschmidt de Lyon et Corbas sont en grève illimitée avec occupation.

Parmi les revendications :
- 3% d'augmentation en plus de celle prévue normalement le 1^{er} mai.
- Une meilleure répartition des primes, de manière à favoriser les plus bas salaires.
- Des congés supplémentaires de maternité et d'ancienneté.

Les ouvriers sont résolus à «ne pas se faire avoir par le patron, comme en 72, après trois semaines de grève». Ils bloquent les stocks que la direction a déjà essayé d'évacuer. Ils déjouent les provocations : celles des flics qui, essaient d'intimider en prenant des noms, celles des huissiers l'un d'eux a dû re-

partir, dépité, jeudi dernier quand il a voulu, à l'appel du patron faire un constat d'entree à la liberté du travail. Le chantage à la crise ne marche pas chez les ouvriers de Durschmidt, parmi lesquels beaucoup d'immigrés : «La production était particulièrement effrénée avant la grève». Mais quand un ouvrier est mis à la porte, il est remplacé par un chef improductif. Dans un atelier, par exemple, il y a six chefs pour 18 ouvriers !

La combativité est très grande. Alors, comment expliquer le silence dont les directions syndicales, notamment l'UL-CGT, entourent la lutte depuis quinze jours ? Car, comme l'expliquait un travailleur de Durschmidt : «Si l'on veut gagner, il faut y aller tous ensemble !».

Corr. Lyon

INFORMATIONS GÉNÉRALES

AGRET POURSUIT SA GRÈVE DE LA FAIM

La décision de Lecanuet de renvoyer l'affaire Agret devant la chambre criminelle de la Cour de Cassation n'a pas modifié la détermination d'Agret de poursuivre sa grève de la faim, à l'hôpital Salvator de Marseille. Le Garde des Sceaux a en effet précisé qu'il n'existe pas d'éléments susceptibles de faire échec à l'arrêt de la Cour du Gard, condamnant Agret à quinze ans de prison.

Il est probable que la Cour de Cassation demandera un supplément d'enquête, soit à des magistrats de la Cour, soit à une commission rogatoire.

Le temps que «les points obscurs» soient éclaircis, qu'une nouvelle décision soit prise, de nombreux jours risquent encore de s'écouler.

Des points précieux pour la vie d'Agret qui refuse tout aliment, toute boisson, toute perfusion. Jusqu'à quand tiendra-t-il ainsi ? Si les choses durent, c'est la perte de connaissance, le coma qui sont à craindre. Ni Marie-José Agret, ni sa défense, n'ont réussi à convaincre Agret de cesser la grève.

La peur de la réouverture publique d'un dossier à scandales, la peur du précédent que constituerait la libération d'Agret pour des milliers de détenus, jugés et incarcérés dans des conditions scandaleuses, c'est cette peur de la bourgeoisie qui fait traîner les affaires en longueur. Il serait faux dans des conditions de l'interpréter comme un signe de sa force, mais plutôt de sa faiblesse et de ses contradictions.

EXCLUSIF : Le journalisme policier

France Soir d'hier publie sous une immense photo d'Agret dans son lit d'hôpital, barré d'un énorme : «Exclusif : Agret à bout de forces !». Le cynisme révoltant de ce genre de procédé qui consiste à vouloir faire du «sensational» de tout, même de l'agonie d'un homme qui lutte n'est cependant pas grand chose encore, si on considère l'espèce d'article scandaleux que l'on peut lire au-dessous sous la signature d'un dénommé Claude Vincent. On peut y lire notamment : «La grève de la faim ne prouve rien. Rien d'autre que la résolution de Roland Agret... La grève de la faim s'apparente à la prise d'otages.

Pour faire céder la puissance publique, un homme menace sa propre vie...

Si héroïque que soit un chantage, il ne saurait faire prévaloir sa raison. On ne peut malheureusement pas éluder une autre question : si Agret n'avait pas fait grève de la faim, le ministère de la Justice aurait-il jamais consenti à réexaminer son cas ?

Agret prend en otage sa propre vie ! Quel scandale !

On devrait, peut-être, appliquer à Agret la peine que Giscard et Ponia réservent aux preneurs d'otages ! C'est-à-dire la peine de mort.

Mais que ce pisse copie policier de France-Soir se rassure, c'est bien le sort que Lecanuet est en train d'appliquer à Agret, et même pire... la mort à petit feu !

3^e JOUR DU PROCÈS GOLDMAN

«Des indicateurs pour œuvrer au bien de la société»

La troisième journée du procès de Pierre Goldman a été consacrée à deux grandes questions : celle des procédures d'identification dans les locaux de police et celle de l'identification du fameux «X2».

La première partie a mis en évidence les méthodes utilisées par la police pour faire reconnaître le criminel par les témoins.

Maitre Kiejman, l'avocat de Goldman, après avoir montré la faiblesse et le caractère subjectif de ces reconnaissances a reproché à la police d'avoir dirigé le choix des témoins sur Goldman.

La seconde partie était consacrée à l'identification de l'indicateur de police, «X2», celui même qui par sa dénonciation a provoqué l'arrestation et l'inculpation de Goldman comme responsable de l'assassinat des deux pharmaciennes du Boulevard Richard Lenoir.

L'inspecteur Lebert qui a

recueilli la dénonciation s'est refusé à donner l'identité de son agent indicateur : «Ces gens nous permettent de travailler pour le bien de la société et sa protection». Le commissaire Leclerc s'y refusera de la même façon. Au bout d'un moment la troisième juré, un homme de 55 ans s'empare et leur lance : «Nous nous mettons à votre place, mais mettez-vous aussi un peu à la nôtre, nous avons besoin de savoir la vérité !» Il ne la saura pas. Le président indique que la jurisprudence autorise la police à ne pas citer toutes ses sources !

Pierre Goldman, à son tour refusera de livrer le nom de «X2» : «X2» est un ami, dans toute cette boue, je mets mon honneur à ne pas dénoncer l'homme qui m'a livré à la police ; il s'est trompé et il a été trompé par la police !»

Il apparaît donc désormais probable que le procès devra se prolonger au début de la semaine prochaine.

INTERVENTIONS POLICIÈRES CONTRE LES ÉTUDIANTS

DAUPHINE (PARIS)

Hier à Dauphine, l'administration a monté de toutes pièces une provocation contre les étudiants en grève. S'ingérant de façon inadmissible dans le mouvement, elle a prétendu organiser avec la complicité des anti-grévistes, un vote à bulletin secret pour la reprise des cours. Devant cette provocation, les étudiants réunis en Assemblée Générale ont voté à une écrasante majorité le boycott de ce vote. Ils sont ensuite descendus massivement dans le hall où, sans le moindre heurt, ils ont empêché le vote, dispersant les bulletins et vidant les urnes.

Alors que la faculté s'était presque vidée, vers 16 h, les étudiants apprenaient par une voix officielle que le président de l'université avait décidé de fermer celle-ci pour trois jours. Une délégation du personnel, des enseignants et des étudiants montait alors voir Gilli, le président. Sommé de s'expliquer, il confirmait sa décision, sans la justifier,

disant qu'il y avait eu «assez de cirque». Se révélant, le secrétaire général de l'université en venait aux menaces contre les syndicalistes présents et confirmait qu'il s'agissait bien d'un lock-out. Ces dignes émules de Poniatowski expliquaient ensuite que les cours reprendraient lundi, sous la menace des flics et des vigiles.

Pendant que les syndicats du personnel et les étudiants se réunissaient pour envisager la riposte, cinq cars de flics bloquaient les issues de la fac et les portes étaient fermées.

Ainsi donc se précise ce que veut dire Poniatowski quand il parle de permettre à ceux qui veulent travailler de le faire. Aux revendications, il oppose l'autocratie et la violence policière. Mais son calcul risque de se retourner contre lui : mis à part les fascistes, qui acceptera de travailler avec une matraque dans le dos !

STRASBOURG

La police s'est opposée violemment mardi soir aux étudiants qui pour distribuer des tracts aux automobilistes bloquaient le carrefour. Les étudiants voulaient réaffirmer leur volonté de voir abroger l'arrêté instituant la réforme de l'université et dénoncer les tractations qui ont lieu entre Saunier Séité, la section permanente des présidents d'université, certains organisations d'enseignants et l'UNEF.

Après plusieurs charges des flics, les manifestants ont dû se replier sur les facs. Les affrontements se sont succédés jusqu'à tard dans la nuit, de petites barricades ont été érigées par les étudiants. On a vu à cette occasion à nouveau rentrer en action le bulldozer anti-barricades qui avait déjà été utilisé contre les manifestations étudiantes d'avril 73. Finalement, les

forces de police se sont retirées du campus vers deux heures du matin. Ces affrontements montrent que le pouvoir hésitera de moins en moins dans les jours qui viennent à user de la répression policière.

Hier, mercredi, une puissante manifestation d'environ 3 000 étudiants et lycéens a parcouru le centre de la ville. Elle a tranché avec celle de la semaine dernière par sa combativité et par l'apparition de mots d'ordre faisant le lien avec la classe ouvrière tel que :

Sonacotra, solidarité bourgeoise : elle tue les paysans, matraque les étudiants, exploite les ouvriers, expulse les immigrés !

Ces mots d'ordre ont été largement repris, en particulier par les lycéens regroupés derrière une banderole.

COMMUNIQUÉ DE BEAUVAIS

Vendredi dernier, 70 % des élèves de la cité technique (lycée et CET) ont cessé le travail. Ils ont constitué des commissions d'étude de la réforme et mis en place un comité d'action lycéens, collégiens. Lundi, le rectorat décide de fermer la cité si la grève se poursuit. Face à ce chantage, la majorité des élèves a décidé en assemblée générale de continuer la lutte. Mardi matin, plusieurs centaines de lycéens et collégiens ont défilé en ville et se sont rassemblés devant les autres établissements pour appeler leurs camarades à rejoindre leur mouvement. De nombreux jeunes du CET bâtiment, se sont joints à eux. Les professeurs de la cité technique ont adopté une attitude hésitante vis-à-vis du mouvement, aujourd'hui il exige la réouverture de l'établissement. Les syndicats enseignants et ouvriers, les associations de parents d'élèves appellent à manifester jeudi. Les membres du comité d'action sont conscients qu'il faut élargir leur mouvement, contacter les autres lycées et CET du département. Les jeunes du lycée et du CET de Gisor en grève sont venus à Beauvais contacter leurs camarades. Des responsables du comité d'action sont venus au local CFDT pour demander à rencontrer les travailleurs afin de leur expliquer le sens de leur lutte. C'est à une large échelle que doit se faire de telles rencontres afin de nouer et de renforcer l'unité des ouvriers et des élèves.

LYCÉE DE NANTERRE : OCCUPATION DU BUREAU DU PROVISEUR

Le lundi 26 avril, au lycée Joliot-Curie, 20 classes se sont trouvées à 14 heures sans professeurs ni surveillants. Ceux-ci étaient chez Monsieur le Proviseur pour obtenir leurs droits en ce qui concerne la communication des notes administratives des maîtres auxiliaires et des surveillants. Il a refusé, alors que la circulaire rectoriale du 12 mars 76 précise que les chefs d'établissement ont l'obligation de communiquer leur note aux surveillants.

Les 21 professeurs et surveillants engagés dans l'action ont, devant ce refus, occupé le bureau tout l'après-midi.

Cette manifestation de l'arbitraire du proviseur n'est pas un cas isolé : il avait déjà refusé de répondre à deux délégations intersyndicales qui venaient le voir pour le même motif. Vendredi dernier, il avait arraché dans la salle des professeurs des affiches placardées par des professeurs en grève contre la réforme Haby. A une époque où l'on parle beaucoup de réformes et de communauté pédagogique, ces faits illustrent ce qu'une certaine administration entend par là.

des professeurs et des surveillants du SNES, du SGEN et des non syndiqués.

La petite cuisine du Vatican

Le Pape Paul VI a créé 19 nouveaux cardinaux, dont une majorité du Tiers-Monde, au Sacré Collège, instance qui élit les Papes. Selon l'avis de nombreux commentateurs bourgeois, ces nominations traduisent un renforcement de la tendance «conservatrice» du Vatican. Mais le problème qui préoccupe aujourd'hui le Pape est un problème «social». Il annonce de nombreux licenciements possibles parmi les milliers de personnes employées au Vatican. En effet, le Pape ne pourra boucler son budget en 1976, du fait «d'une baisse inquiétante des dons». En période de crise, le Vatican semble avoir des difficultés à vendre ses calottes.

L'évêque au secours de Giscard

Au cours d'une messe dite devant les députés et sénateurs, l'archevêque de Paris, Mgr Marty a prêché l'amour entre la droite et la gauche. «Il n'est pas vrai, a-t-il dit, que ce pays doit être coupé en deux. Le disciple du Christ refusera cette division fondamentale». C'est Giscard qui va être content, lui qui essaye de décrier partout. On se prend à imaginer, sous l'égide de l'archevêché, une rencontre Giscard-Mitterrand, ou Chirac-Marchais. Quant à Sanguinetti, sur France-Inter, il a commenté ainsi les déclarations de Marty : il a rappelé cette maxime : «Mon royaume n'est pas de ce monde» !

FAIRE AIMER LES FLICS. C'est le rêve absurde qui hante Poniatowski. Sa dernière trouvaille : emmener les enfants des écoles et leurs profs et instituteurs pour visiter les commissariats. C'est ce qui s'est passé à Beauvry, dans le Nord. Il s'agit de préparer les jeunes «aux réalités de la vie» commente France-Soir. Les enfants vont-ils bientôt, dans les écoles, visiter le commissariat où est

mort J.P. Thévenin ? ou celui de Versailles, où est mort Mohamed Diab ? Assistera-t-on à des séances de tabassage, d'insultes raciales ?

Poniatowski ne le dit pas. Mais, il est incontestable que le caractère vivant, proche de la réalité, de l'enseignement en serait rehaussé. Et, pour le coup, c'est Haby qui serait heureux, lui qui veut ouvrir, paraît-il, l'école sur la vie.

INTERNATIONAL

Liban

DIFFICILE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Mardi, près de cinquante morts et de cent blessés ont encore marqué la «drôle de trêve» qui se poursuit au Liban. Cependant, la question d'une «solution politique», après la signature par le président de la République, Frangié, du texte concernant sa démission était à nouveau posée : les députés libanais doivent se réunir samedi premier mai pour lui élire un successeur.

Les deux principaux candidats en présence (choisis nécessairement aux termes

de la constitution libanaise, parmi les chrétiens maronites) sont toujours Raymond Eddé et Elisa Sarkis, le deuxième semblant bénéficier des faveurs de la Syrie.

Cependant, l'efficacité de l'élection pour ramener la paix au Liban pourrait bien être compromise par les positions adoptées récemment par Kamal Joumblatt, leader du «front des forces progressistes». Affirmant que ces partis représentaient soixante quinze pour cent du peuple libanais et contrôlaient quatre vingt deux pour cent du terri-

toire, il a reproché aux candidats à la présidence de «ne pas montrer suffisamment d'intérêt pour le programme de réformes nécessaires». Et il a avancé à nouveau sa revendication d'une assemblée élue à la représentation proportionnelle.

Dans la situation où le Liban a à faire face, à la fois, à ses tâches patriotiques de lutte contre les agressions israéliennes au sud du pays, à une présence syrienne dont les intentions ne sont pas

toujours intégralement pures à l'égard de la Résistance Palestinienne, et à une menace de séparation en deux du pays par les réactionnaires des Phalanges, ce genre de calcul électoral n'est guère bienséant. Une fois de plus, le peuple libanais se trouve confronté à la contradiction existante entre le combat patriotique qu'il mène et l'inconséquence des forces politiques qui, comme les formations réunies autour de Joumblatt, ont jusqu'ici le monopole de sa représentation.

GEISEL

CAUTIONNÉ PAR GISCARD

Geisel a quitté Paris hier. Il a discuté avec Giscard de la conférence Nord-Sud, sur laquelle des points de convergence sont apparus. En effet, le capitalisme brésilien, bien que dominé par l'impérialisme américain, entretient des contradictions avec les super-puissances, par exemple sur la question du prix des matières premières ou du droit des mers. Il a donc des points d'accord avec l'impérialisme français, impérialisme secondaire. Les discussions ont surtout porté sur les relations économiques : de nombreux projets ont été examinés, mais on n'est parvenu à aucune conclusion précise. Deux ministres brésiliens vont rester à Paris pour aller un peu plus loin. Les investissements français au Brésil sont relativement faibles (4%) par rapport aux autres, mais ils se sont développés assez rapidement ces dernières années. Peugeot, Michelin implantent des usines, Creusot-Loire participe à d'importants projets dans la sidérurgie ; les

banques françaises doivent également intervenir dans le financement de l'équipement hydro-électrique. Ces perspectives correspondent bien à la politique actuelle de restructuration et de redéploiement de l'impérialisme français qui vise à développer l'exportation de biens d'équipement. Mais, l'impérialisme français est-il bien armé en capitaux et en technologie pour faire face à la concurrence redoutable des impérialismes japonais et allemands ?

En ce qui concerne Geisel, sa visite en France ne suffira pas à lui conférer la «stature internationale» qu'il en attendait. La caution de démocratie que Giscard peut donner est bien usée, lui qui a déjà béni Juan Carlos et le Chah. En tout cas, la publicité qu'il fait à la dictature brésilienne ne trompera pas le peuple français qui sait que Giscard, liquidateur des libertés démocratiques en France, est plutôt un maître en «libéralisme musclé».

Calomnies anti-cambodgiennes ÇA SUFFIT!

Le représentant du Cambodge à l'ONU indique que la campagne sur les massacres dans son pays est purement fantaisiste, que le Cambodge nouveau a au contraire besoin de toutes ses forces vives pour son édification. Un journaliste japonais, qu'on disait gravement molesté par le gouvernement cambodgien, une fois «libéré», raconte avec le sourire qu'il n'en a rien été.

Apparemment, cela ne vaut rien pour M^r André Fontaine. Il préfère les quelques photos trop artistiquement floues diffusées par une agence de presse occidentale, et une campagne de rumeurs fabriquée à coup de «témoignages» de réfugiés, tortionnaires de l'ancien régi-

me. Pour M^r André Fontaine, la publication de chiffres fantaisistes dans une série de journaux occidentaux (dont pourtant il a été récemment prouvé qu'ils étaient, plus ou moins directement, intoxiqués par la CIA) a une valeur suprême de preuve.

A longueur de colonnes, dans le Monde daté du 29 avril, il multiplie les citations du Sunday Times, de l'Associated Press, de Time magazine, etc... «Quelle qu'en soit l'ampleur, il paraît bien s'agir d'une tragédie», affirme-t-il enfin.

Et de reprendre les attaques les plus éculées sur «les Chinois qui veulent la guerre mondiale» (on ne s'y est même pas essayé à Moscou depuis des années !), sur

«l'arriération culturelle» des peuples asiatiques, qui en ferait des adeptes congénitaux de la victoire.

Où est l'ennemi pour M^r Fontaine ? Du côté du «matérialisme historique», par nature responsable de toutes les abominations. Affirmer que les peuples ont, de nos jours, la capacité de prendre eux-mêmes leurs affaires en mains, d'entreprendre l'édification d'un monde nouveau, débarrassé de l'exploitation, mettre en œuvre ce point de vue dans la lutte des classes, voilà ce que M^r André Fontaine ne peut supporter, voilà ce qui le conduit à fermer les yeux sur la falsification de l'information qu'il utilise.

Oui, le drapeau du Cambodge nouveau est rouge, du sang des milliers d'ouvriers, de paysans, de patriotes, qui sont morts pour son avènement. Et, pour signe «d'arriération culturelle», il porte en son milieu l'image des temples d'Angkor, symbole d'une civilisation millénaire que M^r Fontaine ne peut pas ignorer. Il est le symbole des espoirs de tout un peuple qui, loin de s'entregorger, entreprend pacifiquement l'édification indépendante de sa patrie, n'en déplaise à M^r Fontaine qui lui reproche de ne pas «faire appel à d'autres pays».

Cette campagne a assez duré ! Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle casse, monsieur Fontaine !

A Strasbourg, la section locale de l'AMFP (Association Médicale Franco-Palestinienne) organise une conférence le 29 avril 76 à 20 h à l'aumônerie protestante de Strasbourg, 7 avenue de la Forêt Noire.

Cette conférence sera animée par le P^r Larivière de la Faculté de médecine de Paris et Secrétaire général de l'Association qui parlera de «l'action du Croissant Rouge Palestinien et des conditions sanitaires dans les camps». Une projection de film est prévue : «Les Palestiniens au Liban».

EN DIRECT DE L'ARGENTINE FASCISTE

Document des Coordinations Ouvrières

PREPARONS LA RESISTANCE !

Le document que nous publions ci-dessous émane d'une coordination de travailleurs en lutte. Ce sont des formes d'organisation que se sont données les travailleurs argentins pour faire pièce à la bureaucratie syndicale argentine (CGT) liée à l'appareil d'Etat. Elles entendent mener la lutte dans les usines et les quartiers sur des positions de lutte de classe résolues autant sur les revendications immédiates de la classe ouvrière que contre la répression pour un gouvernement qui défend les intérêts du peuple. Ce texte est paru en Arge. Une semaine après le coup d'Etat. Bien qu'il soit difficile de savoir quelle est l'ampleur de la Résistance, et de son organisation, ce document porte en tout cas témoignage, irréfutablement qu'elle existe.

LE COUP D'ETAT MILITAIRE

Le coup d'Etat du 24 mars et l'implantation d'une dictature militaire constitue un coup dirigé contre la classe ouvrière et le peuple. C'est un coup pour favoriser les grands capitaux monopolistes nationaux et étrangers, aux grands propriétaires fonciers, destiné à soutenir et maintenir les intérêts de l'ensemble des exploités.

Les faits et les premières mesures prises par la dictature militaire sont éloquentes. Le discours du ministre de l'économie

Martinez De Hoz, appartenant à une famille de grands propriétaires, principal actionnaire de ACINDAR et connu pour sa répression contre les ouvriers de Villa-Constitution, ne laisse pas place au doute ni à l'attente.

IL ATTAQUE A FOND LA CLASSE OUVRIERE ET L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS.

Ils veulent l'appliquer sur la base d'une féroce dictature, étant donné que le gouvernement anti-ouvrier d'Isabel Peron n'était pas capable de garantir les conditions pour l'application de ce plan. Contre le



Plan Mondelli, comme en juin de l'an dernier, contre Rodrigo, la lutte et la mobilisation des travailleurs a démarré. Au moment du coup d'Etat, les conditions d'une grève générale étaient en train de mûrir, contre ce plan et le gouvernement. Le plan Mondelli ne pouvait avoir d'autre fin que l'échec.

C'est pour cela que les militaires sont intervenus. Non parce qu'ils étaient en désaccord avec le plan Mondelli, non parce qu'ils seraient du côté des ouvriers, mais pour garantir par la force et par la dictature, l'application d'un tel plan.

Le coup d'Etat a été fait pour cela, il n'a pas été

dirigé contre les bureaucraties, contre Mondelli ou Isabel.

LE COUP D'ETAT EST DIRIGÉ CONTRE LA CLASSE OUVRIERE ET LE PEUPLE

Les traîtres de la bureaucratie syndicale, avec Miguel et Herreras, non

seulement n'ont pas bougé d'un pouce contre le coup d'Etat réactionnaire, mais ils se sont préoccupés comme toujours d'essayer de sauver leur morceau et de se sauver comme des rats. A leur histoire de traître, la bureaucratie syndicale sans exception assume cette nouvelle capitulation. D'autres comme Calabro, Calace, Millian de Vidrio frappent à la porte des casernes pour offrir leurs services.

Qu'aucun travailleur de ce pays ne manque de marquer d'un trait rouge ces traîtres !

Le fait que beaucoup d'entre eux, ainsi que des ministres et des fonctionnaires aient été arrêtés ne doit pas créer la confusion. Ceci est un premier pas de la dictature. Le second et pour eux, le plus important, est d'attaquer la classe ouvrière.

Nous publierons demain la suite de ce document

INTERNATIONAL

ESPAGNE

A la veille du 1^{er} Mai ARRESTATIONS ET RESISTANCE

A la veille du premier mai sur la préparation duquel nous reviendrons, on sait déjà que le gouvernement de la monarchie a refusé toutes les manifestations et toutes les actions projetées par les travailleurs pour faire de cette journée un 1^{er} Mai vraiment exceptionnel.

Cependant, sur cette question, comme lors des manifestations précédentes, les positions conciliatrices des révisionnistes et des réformistes s'affrontent vivement aux positions des révolutionnaires. Notre correspondant nous dit qu'on respire un climat de grande conscience et de très forte combativité...

Ces derniers jours, à Madrid, ont été marqués par une vague d'arrestations, en particulier de dirigeants ouvriers des Commissions Ouvrières, pour essayer de faire obstacle à la mobilisation du 1^{er} mai. Il s'agit selon le gouvernement de «mesures préventives». 24 leaders ouvriers, dont le dirigeant des Commissions des Arts Graphiques, Luis ROYO, ont signé un texte demandant l'autorisation de faire un grand meeting au Palais des Sports, contre le blocage des salaires, pour la liberté et l'amnistie. Le gouvernement a refusé, montrant une fois de plus son caractère fasciste. En liaison avec la préparation de ce

meeting, plusieurs travailleurs ont été arrêtés à Madrid, dans un bureau d'avocats spécialistes de droit du travail ; parmi eux se trouve Maria Del Carmen FRAILE, secrétaire du comité d'entreprise de Cortefiel (textile), actuellement à la prison de femmes de Yeserías, avec une amende de 200 000 pesetas. C'est la 7^e fois que cette militante va en prison en peu de temps — la dernière fois lors de la réunion de la coordination du comité de grève, elle avait été libérée à la suite d'une grève de solidarité de ses camarades —. C'est le patron de son usine qui avait dû payer l'amende !

Toujours à Madrid, mais

aussi dans tout l'Etat espagnol, le conflit des travailleurs de La Telefonica se poursuit. La direction fait le silence au sujet des sanctions prises, qui sont à l'origine de la lutte. Un groupe de travailleurs de La Telefonica s'est enfermé dans une église depuis six jours et depuis lundi, 13 d'entre eux ont entrepris une grève de la faim à l'église de la Montagne de Moratalaz.

Chez Michelin aussi, la

lutte continue. Les assemblées continuent en particulier à Aranda, mais le patron a interdit que les ouvriers se réunissent à plus de 500.

LUTTES PAYSANNES

L'entrée en lutte des ouvriers agricoles et des petits paysans pauvres est d'une grande importance pour la constitution d'une solide unité du peuple contre le fascisme. Des

manifestations ont eu lieu dans la province de Cordoba, entre autres à Lora et à Palma del Rio où les brigades anti-émeutes sont intervenues. Par ailleurs, les ouvriers agricoles de la région de Jerez sont toujours en lutte depuis plusieurs semaines.

Par ailleurs, 54 travailleurs de Grenade (Andalousie) ont été arrêtés alors qu'ils tenaient une assemblée à la campagne.

BARCELONE ET LA REGION...

2000 employés municipaux du service de ramassage des ordures sont toujours en grève.

Dans la métallurgie, la grève qui a débuté jeudi s'est étendue dans la province ; elle est totale à Mataro.

NOUVELLES D'EUSKADI

Une assemblée nationale de la coordination des commissions ouvrières d'Euskadi s'est tenu dimanche, avec quelques 3000 représentants d'usi-

nes. Il s'agit de la coordination qui mène la lutte depuis plusieurs années, et qui en particulier avait mené avec succès la grève du 11 décembre 74. Les révisionnistes, très minoritaires dans cette coordination, et alléguant de plus que la Navarre n'est pas basque avaient refusé de reconnaître les commissions et créé leur propre appendice, la CONE.

L'ordre du jour de la réunion était la préparation du 1^{er} Mai en Euskadi et les perspectives d'union avec la CONE (coordination des révisionnistes). La police est intervenue et la réunion a dû se dissoudre.

A EIBAR, une assemblée de l'usine JATA a également été dissoute par la police. Les travailleurs sont lock-outés jusqu'au 19 mai.

SAN SEBASTIAN : Une assemblée d'avocats a eu lieu avec un très grand nombre de participants ; un avocat, Eguren, et des travailleurs avaient été arrêtés il y a 3 jours et sont soumis à des interrogatoires incessants.



Paysans d'Andalousie aujourd'hui en lutte.

USA

Kissinger en Afrique

Kissinger n'ira pas au Ghana parce que des manifestations l'attendaient, les Etats-Unis affirment que les soviétiques les ont préparées. Officiellement, il a été décommandé par le gouvernement ghanéen parce que le chef de l'Etat est malade.

Le discours de Kissinger à Lusaka où il se trouvait avant-hier constitue l'une des grandes phases de son voyage. Il a annoncé une profonde modification de la politique américaine à l'égard de la Rhodésie, puisque les USA appliqueront intégralement le blocus (décidé par l'ONU contre le gouvernement raciste), alors que leur politique jusqu'à aujourd'hui était de le lever progressivement. Cependant les contradictions entre Kissinger et les peuples et pays africains sont profondes.

1) Kissinger a repris à son compte l'essentiel du plan britannique Callaghan qui consistait à faire venir la majorité noire au pouvoir dans deux ou trois ans. Il a fait appel pour cela à l'Afrique du Sud, dont la pression devrait obliger Smith à accepter que la majorité noire participe au pouvoir. Le plan Callaghan, comme le recours à l'Afrique du Sud ont été condamnés par les pays africains et les mouvements de libération.

2) Kissinger cherche à détourner les pays africains du soutien à la guerre de libération, en essayant de redonner souffle aux solutions négociées. Tous les pays africains considèrent aujourd'hui la guerre de libération comme la seule solution. Les fortes pressions exercées contre le

gouvernement raciste sont destinées à empêcher la guerre d'atteindre une trop grande ampleur, afin d'éviter que le peuple prenne réellement le pouvoir au Zimbabwe. L'autre crainte des USA est de voir l'URSS intervenir dans la guerre avec des livraisons importantes d'armes qui lui permettrait d'instaurer sa tutelle sur la région.

En écho aux propositions de Kissinger, le gouvernement de Ian Smith a annoncé son intention de nommer quatre ministres parmi les chefs «traditionnels» africains et d'en nommer six autres à des postes gouvernementaux. Ce qui est loin de faire l'affaire. Il y a bien longtemps qu'aucun gouvernement britannique ne considère plus comme représentatifs ces chefs que le gouvernement destitue dès qu'ils défendent aussi faiblement que ce soit les droits des Africains.

Avec la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud, Kissinger veut créer un Pôle en Afrique australe-pour désagréger l'unité organisée par le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Botswana pour soutenir la lutte de libération. Par ce moyen, ils espèrent à la fois affaiblir le front des peuples et constituer un regroupement autour des USA contre toute tentative d'intervention soviétique.

RÉFORME DE LA CIA

«IL NE FAUT PAS EXAGÉRER»

Une commission du Sénat américain est réunie depuis plusieurs mois pour enquêter sur les activités de la CIA et proposer une réforme des services secrets américains. Des révélations avaient été faites sur l'étendue des activités de corruption et de subversion dès 1967 ; une deuxième vague de scandales est apparue après Watergate.

La commission a reconnu que la CIA subventionnait des universités, des associations d'étudiants, des organisations religieuses et qu'elle continuait à le faire alors que l'interdiction lui en avait été donnée depuis longtemps. On cite l'exemple de livres sur

la Chine et le Vietnam commandés, financés et dictés par la CIA.

D'autre part, des milliers d'opérations de subversion depuis 1947 ont été reconnues : il s'agit des multiples complots, envois de mercenaires, assassinats, provocations montées dans le monde entier, depuis la chute de Mossadegh en Iran il y a 25 ans, jusqu'au coup d'Etat au Chili en 73, en passant par l'armée secrète de Vang Pao au Laos.

Est-ce vraiment une révélation, alors que ces actions de subversion et de terrorisme de l'impérialisme américain ont été dénoncées de-

puis longtemps par des progressistes américains et les mouvements de libération nationale ? D'ailleurs, la commission ne condamne pas ces interventions dans l'absolu, elle admet qu'on peut y recourir «pour faire face à des circonstances extraordinaires mettant en cause la sécurité des USA», ce qui laisse beaucoup de marge !

Le projet de réforme des services de renseignement avec la création d'une commission de surveillance permanente est cependant combattu par l'exécutif américain ; il prend prétexte de l'assassinat de l'agent Bush en Grèce, après des révélations sur la CIA, pour mettre en sommeil l'enquête et réduire la portée des mesures de surveillance de ses activités. De toute façon, ce n'est certainement pas le souci de la morale qui anime cette commission, mais une tentative pour présenter la CIA comme une force autonome, distincte de l'impérialisme américain, ou une volonté de régler des comptes entre groupes de l'impérialisme américain défendant des intérêts différents.

CARTER GAGNE LES ÉLECTIONS DE PENNSYLVANIE

Carter a remporté une victoire spectaculaire aux élections de Pennsylvanie : 36 % contre 26 % à son concurrent le plus dangereux Jackson. Ces élections sont particulièrement importantes pour lui ; elles viennent après une suite de primaires qu'il a gagnées ; de plus, cet Etat, le 3^eme des USA, lui amènera un grand nombre de délégués, on dit aussi que son électoral est assez représentatif de celui du pays. Le succès de Carter s'explique par une campagne très démagogique, dirigée contre les vieux politiciens corrompus et le présentant comme paré de grandes vertus personnelles. La montée de Carter continue donc, bien qu'il ne soit pas soutenu par l'appareil du parti démocrate. Le candidat de l'appareil, Humphrey, se déclarera sans doute pour les dernières primaires ou seulement au moment de la convention. Mais il risque d'avoir pris un retard fatal : ce vieux routier de la politique, ancien vice-président de Johnson et impliqué dans l'intervention au Vietnam rappelle de mauvais souvenirs : il ne fait pas le poids devant l'«homme nouveau», Carter.

IMPÉRIALISME ET MUSIQUE «CAJUN»

Tout cette semaine, France-Inter a été à l'heure américaine. Sous prétexte de célébrer nos «cousins de la Louisiane», on fait défiler des majorettes américaines dans les rues de Paris, on multiplie les émissions d'Amérique où on présente une image souriante et passéiste de cette métropole impérialiste. Toute cette campagne organisée autour du bicentenaire des Etats-Unis n'est pas un hasard. En mettant en avant les liens historiques des USA avec la Révolution Française, en présentant les deux pays comme défenseurs éternels de la liberté et de la démocratie, elle tente de cacher le visage hideux de l'impérialisme américain.

Si les bourgeoisies françaises et américaines luttaient, il y a deux cents ans, pour la révolution démocratique bourgeoise, aujourd'hui elles sont à l'intérieur de leur pays comme dans le monde entier, parmi les pires adversaires des libertés démocratiques.

en bref...

● **AFRIQUE DU SUD** : Kruger, ministre sud-africain de la police, a annoncé lundi l'arrestation d'une cinquantaine de personnes faisant partie du Congrès National Africain (A.N.C.)

● **ESPAGNE** : Le premier ministre Arias Navarro a annoncé officiellement hier soir un référendum pour octobre. Ce référendum portera sur une nouvelle constitution qui prévoit deux chambres dont une élue au suffrage universel.

DANS NOTRE COURRIER

FÊTE DE «REBELLES»

AU CENTRE DE LA FÊTE 5 FORUMS

LA LUTTE CONTRE L'ÉCOLE CAPITALISTE

Depuis deux mois, les élèves des CET et lycées sont repartis à l'assaut de la réforme Haby. Grèves, manifestations, occupations de locaux se sont largement développées dans toute la France. Un mouvement de moindre ampleur que l'année passée peut-être, mais un mouvement plus profond, plus conscient.

Au centre des problèmes à résoudre, celui de l'alliance avec la classe ouvrière, avec les travailleurs : des membres de la Coordination Nationale des Elèves Révolutionnaires témoignent de l'expérience qui les a conduits cette année à animer plus d'une cinquantaine de mouvements, au cours desquels de nombreux contacts ont été pris avec des ouvriers.

Pour imposer établissement par établissement, des reculs aux administrations, les élèves doivent affirmer leur autonomie de lutte par rapport aux pseudo-syndicats enseignants : à partir de l'expérience de Papinski et Della Souda, professeurs sanctionnés parce qu'ils n'étaient pas dans la norme, les participants au forum pourront faire le point sur comment créer l'unité des élèves et des professeurs sur des bases justes.

Enfin, chaque année les groupes croupions du P«C»F ou les sectes trotskystes, tentent de prendre la tête des luttes, ont recours à toute sorte de manipulations pour contrôler et diriger les jeunes dans des impasses (en quatre ans, quatre échecs). Les participants devront, à partir des exemples positifs, rechercher comment il est possible d'échapper à ces manœuvres et de construire la lutte sur des bases nouvelles.

LE CHÔMAGE DES JEUNES

800 000 jeunes chômeurs aujourd'hui. La soi-disant reprise n'a pas diminué leur nombre. L'inquiétude est grande pour ceux qui arrivent sur le marché

du travail en juin !

Mais il est possible de riposter : des luttes ont été entreprises un peu partout. Elles ont abouti à des victoires : transports gratuits, bons de cantine municipaux, suspension d'impôts locaux, embauche dans les usines.

Le chômage de ceux qui n'ont jamais travaillé pose cependant un certain nombre de problèmes : comment réaliser l'unité de ceux qui sortent de l'école avec ceux qui ont perdu leur emploi, et plus difficile encore avec les travailleurs actifs ? Comment, dès le CET ou l'école, préparer cette bataille.

Les jeunes des Comités de lutte contre le chômage de toute la France, débattront à partir de leur expérience de cette question. Participeront également au débat les militants du «Cri des murs», journal mural pour les chômeurs.

LES APPRENTIS

Des milliers de jeunes, dès l'âge de 14 ans, vont se faire exploiter pour 150F par mois chez des patrons qui bien souvent ne les envoient pas au cours et les emploient à des tâches normales d'ouvriers au bout de quelques semaines.

Leur nombre exact n'est même pas connu, car beaucoup de patrons ne les déclarent même pas. C'est plus facile comme ça de les débaucher !

Les apprentis de Blois animeront ce forum qui revêt une grande importance, car il préparera la première rencontre nationale des apprentis révolutionnaires.

Mais ils viendront d'autres villes aussi, par exemple de Villefranche-sur-Saône, où un premier regroupement d'élèves de classe de pré-apprentissage est en train de s'effectuer.

LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES

Campagnes de presse, émissions de radio, de télévision, se succèdent : les jeunes sont ceci, sont cela : à chacun son racisme

anti-jeunes, voilà le grand mot d'ordre de la bourgeoisie. Sur le terrain, la répression s'abat sur les jeunes dans les quartiers : opérations coup de poing, tracaseries policières, passages à tabac dans les bals et les commissariats...etc.

Il faut riposter, comme l'ont déjà fait nos camarades de Longwy et de Châlons-sur-Marne qui contre-attaquent, s'adressent largement à la population et aux jeunes, remportent des succès. Des jeunes de ces deux villes, victimes de provocations et brutalités viendront témoigner de leur lutte. Les Comités anti-répression de Grenoble et Vénissieux seront aussi présents.

Mais ils ne seront pas seuls : des familles viendront dire le sort qu'on réserve à leurs enfants. Des éducateurs parleront de la répression qui s'abat sur ceux parmi eux, qui refusent de faire les flics dans les quartiers, et du nouveau statut que la bourgeoisie mijote pour tenter de les mettre au pas.

LES JEUNES OUVRIERS

Dans toutes les luttes récentes, les jeunes sont là, parmi les plus actifs. Pourtant, ils sont moins syndiqués que leurs aînés. Pourquoi ? De la même façon, s'il est clair qu'ils rejettent très souvent les propositions des révisionnistes ou des réformistes, on remarque que l'unité avec tous les travailleurs est plus difficile à construire et surtout à maintenir après les luttes.

De cette contradiction, et de tous les problèmes de la lutte des jeunes ouvriers, le forum devra débattre autour des expériences récentes, et notamment de celles des jeunes de Lip, de Bourgogne-Electronique, de la sidérurgie etc... qui seront présents.

C'est sur eux que l'UCJR entend s'appuyer pour se développer et se fortifier, car ils constituent un lieu vivant entre la jeunesse et la classe ouvrière.

COMMUNIQUÉS

MOTION

Le Conseil de l'Ordre des Médecins prend actuellement des mesures répressives à l'encontre des médecins refusant de payer leur cotisation. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la politique réactionnaire menée depuis sa création en 1942. Entre autres :

- Maintien de la hiérarchie médicale
- Opposition systématique à toute tentative d'un nouvel exercice de la médecine à caractère social
- Obstruction à la liberté d'expression (le docteur Carpentier, interdit à la suite d'un tract)
- Mépris et opposition à la lutte des jeunes et des travailleurs, refus des méthodes contraceptives et de l'avortement, collaboration avec le patronat visant à la rentabilisation de la santé des travailleurs
- En psychiatrie même : refus systématique de défense du secteur public, de défense de toute forme différente de psychiatrie (affaire Caro, affaire Brisou...)

Au moment où une grande partie de l'opinion publique et médicale s'élève et se mobilise contre le Conseil de l'Ordre (refus de cotisation, mobilisation par les conseils régionaux, texte des agrégés), le SNPF exige la levée des mesures répressives frappant généralistes et hospitaliers.

Il réclame la dissolution du Conseil de l'Ordre et se déclare solidaire de toute initiative allant en ce sens.

Texte adopté à l'unanimité du Conseil National du Syndicat le 24-04-76

Le Journal Portugues vous invite à la projection du film :

DE SOL A SOL

Dimanche, 2 mai à 15 heures - Salle Martin Luther King 32 rue Olivier Noyer 75014 Paris - Métro Alésia (Participation aux frais : 5 francs)

«DE SOL A SOL» (du lever au coucher du soleil) est un film sur le mouvement paysan au Portugal, réalisé par le collectif «Cinéma na Luta»; textes et musique du GAC «Vozes na Luta».

Communiqué

Le collectif «l'audiovisuel au service du peuple» participera à la fête de «Rebelles» le 1^{er} mai. Il présentera un montage diapo sur la grande grève de 74 dans les PTT «Nous aurons satisfaction», réalisé par des postiers syndicalistes révolutionnaires (CGT et CFDT) et des étudiants en cinéma de la fac de Vincennes. Il organisera un débat

après la projection sur le contenu et la réalisation du montage (méthode d'enquête, sur quelle ligne politique etc...) Il apportera également sa contribution sur quel type de cinéma participe aujourd'hui à l'avancée des idées révolutionnaires chez les travailleurs dans le cadre du forum sur le cinéma progressiste et révolutionnaire.

APPEL DE LA SECTION PTT (Paris) DU PCRml

Postiers dans la région parisienne nous sommes pour la plupart des jeunes déracinés qui, un beau jour, avons du prendre le train pour rejoindre la capitale, mutés de façon arbitraire. Que faire à Paris ? Travailler à longueur de journée et de semaine (caïfs, compensateurs, remplacements) pour pouvoir passer quelques jours dans la famille dans notre région natale.

Quant à nos conditions de vie et de travail : beaucoup d'entre nous vivent soit dans des hôtels, soit en foyer caserne PTT. Les loisirs ? Pour tuer l'ennui, nous passons nos soirées dans les cafés du coin ou tout seul dans notre chambre. Et puis en dehors des films pornos, du karaté etc... les loisirs sont rares et chers. Ne pourrions nous pas organiser d'autres loisirs ? Comme tous les jeunes ouvriers, nous en avons assez de la vie que nous fait

mener l'administration des PTT et la bourgeoisie. Répression ! Démantèlement des centres de tri parisiens ! Politique d'austérité de nos salaires ! Comment construire une force autonome en dehors des directions syndicales réformistes et révisionnistes pour faire échec à la politique de crise de la bourgeoisie.

Voilà les thèmes dont nous débattrons à la fête de «Rebelles» le 1^{er} mai où nous tiendrons un stand PTT avec des panneaux, où nous pourrions échanger nos expériences et où nous projeterions un montage diapo sur la grève de 74 «Nous aurons satisfaction».

Jeunes postiers, mobilisons nous pour, avec des milliers d'autres jeunes travailleurs, faire de la fête de «Rebelles» un véritable tribunal révolutionnaire de mise en accusation du capitalisme.

A PROPOS DE L'ÉCOLE

Je suis professeur au lycée de Nanterre, et j'ai été intéressée de lire dans un de vos derniers numéros la lettre d'un enseignant. Je pense qu'il serait effectivement intéressant de publier un large débat sur les différents aspects du problème de l'enseignement. Je vous joins un communiqué élaboré par notre section SGEN au lycée, ainsi que des militants du SNES et des non syndiqués.

M. H. Courbevois

Très intéressante la lettre du correspondant de Charleville de jeudi dernier, sur le problème de l'école en France. A Longwy, nous nous sommes posé le même genre de questions et nous projetons d'organiser, dès cette semaine, une table ronde comprenant des enseignants, des lycéens et collégiens et nous espérons aussi des travailleurs. Thème principal : quelle école pourrions nous construire en pays socialiste ?

Dès que nous aurons un peu débroussaillé la question, il sera intéressant d'envisager des rencontres entre cercles d'étude de différents coins de France.

Nous vous enverrons bien enten-

du un compte-rendu de ces réunions.

En avril, les enseignants reçoivent leur note administrative, c'est-à-dire que chaque collègue est noté par l'administration de son établissement. On se base sur des «critères» d'assiduité, de ponctualité et de «rayonnement» (sic) pour «coter» les profs. On ne pardonne guère à un prof d'être absent pour des raisons de santé.

Face à cette façon arbitraire de sanctionner le travail d'une année, les deux syndicats enseignants n'ont pas du tout adopté la même attitude :

- le SNES, chapeauté par les révisionnistes, a été contraint d'afficher sa position sur le panneau : à aucun moment il ne remet en cause le système de notation, il se contente de déplorer le fait que les notes attribuées dans l'établissement soient les plus basses du département et ils encouragent leurs syndiqués à aller mendier 1 ou 2 points supplémentaires au «patron» (le proviseur)

- le SGEN (CFDT) a encouragé les profs à afficher leur note administrative pour bien montrer à l'administration qu'on rejetait en bloc le système et aussi pour montrer aux

collègues qu'on est noté à la tête du client.

En plus de cela, ils ont expliqué clairement leurs positions : notations, inspection = hiérarchie. Quels sont les critères de notation ? ses buts : diviser le personnel, renforcer les hiérarchies.

Le SGEN demande : la suppression des promotions au choix et l'avancement de tous au rythme le plus favorable, considérant qu'il est absurde de décréter à l'avance que 30% des enseignants sont à ranger dans les «meilleurs» et que 50% sont passables et 20% médiocres. La notation est inutile, elle n'aura aucune valeur de perfectionnement et ce ne sont pas les rapports lapidaires des inspecteurs qui peuvent tenir lieu de fonction permanente.

Le SGEN rejette la conception d'une autorité descendante et des relations hiérarchiques et propose la constitution d'équipes de recherche, d'enseignement, d'éducation, le droit à l'initiative collective, le droit d'expression et d'organisation, le droit syndical.

Enfin, il serait intéressant de montrer l'importance de l'éducation des tous petits dans les crèches.

Salutations fraternelles.

N. I. Longwy



Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR(ml)

Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

CCP n°23 13248 F Paris

Directeur de Publication : Y. CHEVET - Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP - Commission Paritaire : 56942

POUR UN 1^{ER} MAI REVOLUTIONNAIRE



**POUR UN 1^{ER} MAI
REVOLUTIONNAIRE
MANIFESTONS
10 H 30 METRO OBERKAMPF**

- A la bourgeoisie de payer la crise !
- contre le chômage, la vie chère, unité populaire, offensive ouvrière !
- Ouvriers, paysans, tous unis contre la répression !
- Français, Immigrés, une seule classe ouvrière !
- A bas l'impérialisme et le social impérialisme !
- Vive la Chine et l'Albanie socialistes !
- Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans !

parti communiste révolutionnaire
marxiste léniniste

1^{ER} MAI

FETE de REBELLES

Forums de 18 H à 24 H :

- LE SPORT
- MAI 68
- LE THÉÂTRE
- LA POLLUTION
- LA JUSTICE
- AVORTEMENT-CONTRACEPTION
- LE CINÉMA PROGRESSISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE
- LA PRESSE POUR LES JEUNES
- LA CHANSON POPULAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE
- LA LUTTE CONTRE L'ÉCOLE CAPITALISTE
- LE CHÔMAGE DES JEUNES
- LES APPRENTIS
- LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES
- LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN CHINE
- LES JEUNES OUVRIERS SONT EN LUTTE

A 22h :
Meeting de
l'UCJR

Prendront la parole :
J.F. VITTE

Secrétaire National
de l'UCJR

- Un camarade palestinien
- Un camarade chilien
- Un camarade espagnol
- Des ouvriers en lutte

ANIMERONT LA FÊTE

**Gilles SERVAT
IMAGO
Roger SIFFER
Groupe SOHO
CHIC STREETMAN
AKENDENGUÉ**

François TUSQUES
L'intercommunal Free
Dance Music Orchestra
Avec Ho Maka et Arthur
Winkler
Carlos ANDREU
Pierre Champion
Alain Oudard
Gérard Gauche
Pierre Dieghi (chanteur
corse)
Un violoniste irlandais

De 18 H à 2 H : 2 cinémas-débats

ROUBAIX

SAMEDI 1^{ER} MAI DE 14 h A 22 h
178, rue Jules Guesdes
48, rue Nabuchodonosor

Spectacles pour les enfants (de 14 H à 16 H)

LES CLOWNS DU PRATO DE LILLE ET SES CRACHEURS DE FEU
JEUX - ATTRACTION - CONCOURS

Les travailleurs accusent le capitalisme en crise

*Le Renouveau des luttes
à Roubaix. Halte aux
atteintes aux droits syn-
dicaux :*

Avec la participation d'ouvriers de la lainière,
Sartelys, Motte Bossut, Hutchinson... et des
délégations d'entreprises de CIT Alcatel, Babcock,
INSEE, Usinor-Dunkerque...

Lip, ce n'est pas fini

AVEC UNE DÉLÉGATION D'OUVRIERS DE LIP.

*La justice, non leur jus-
tice*

AVEC M ET MME DEWÈVRE, DES JUGES
PROGRESSISTES DU NORD.

Soutien aux luttes des peuples du monde

Avec :
- Des militants des Commissions Ouvrières Espa-
gnoles
- Des représentants de la Résistance Palestinienne,
membres de la GUPS
- Des militants du MIR chilien, de l'UNECAS
(Djibouti)
- Avec Grégoire Carrat, de retour du Sahara
Occidental.

Pour préparer l'offensive ouvrière Pour une issue révolutionnaire à la crise

Intervention d'un membre du Comité Central
du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

avec Raoul de Godewarsvelde

NANCY : POUR UN 1^{ER} MAI RÉVOLUTIONNAIRE EN LORRAINE

1°) La fédération de Lor-
raine du PCR (ml) appelle
tous les travailleurs et
leurs familles à une mani-
festation le samedi matin
à 9 h 30 à Villerupt (départ
devant la piscine)

2°) L'après-midi, discus-
sions avec les camarades

ouvriers : pour une issue
révolutionnaire à la crise,
préparons le mouvement
d'ensemble

3°) Pour les jeunes, dé-
part à la fête de Rebelles
après la manifestation ;
départ collectif en bus ;
point de ramassage prévu.

Nancy, 7 h du matin,
Thionville et Longwy dans
la matinée.

S'inscrire en passant ou
en téléphonant au local du
Quotidien du Peuple, 29
rue St Julien, Nancy. Télé-
phone : 24 53 48 tous les
jours de 17 h à 18 h 30

Lyon

FETE POPULAIRE

de la Fédération Rhône-Loire du Parti Communiste Révolutionnaire



SAMEDI 1^{ER} MAI

DE 17 H A 24 H
Centre Pierre Valdo
(rue Pierre Valdo Lyon 5^e)

**CARREFOUR
SUR
LES LUTTES**

avec des travailleurs de :

LIP, PARIS-RHÔNE, SNAV,
BRANDT, TCL,

DES PAYSANS TRAVAILLEURS
EXPLIQUENT LEUR LUTTE
ET VENDENT LEURS PRODUITS

FORUM SUR LES LUTTES DE QUARTIER

INTERVENTION DE BERNARD REY
membre du Comité Central du PCR ml

**LES PEUPLES
EN LUTTE**

DES REPRESENTANTS de la Palestine en
Lutte (GUPS), d'Iran (UEIF), des Com-
missions ouvrières (Espagne). De Djibouti
(UNECAS)

1^{ER} MAI AU HAVRE

Premier mai au Havre,
une manifestation.

Journée d'action pour le
premier mai, contre la
répression systématique
que la bourgeoisie déve-
loppe contre la montée
des luttes (2 paysans as-
sassinés, commandos de
cadres, charge de CRS
contre les grévistes, ré-
pression contre les immi-
grés).

Pour construire un vaste
mouvement d'ensemble

seul capable de faire aboutir
nos justes revendica-
tions.

Pour le renforcement de
l'unité populaire.

Pour le pouvoir des
ouvriers et des paysans, le
seul qui pourra construire
le socialisme en France.

Contre les propositions
d'aménagement du capi-
talisme en crise avancées
par l'union de la gauche.

Pour réaffirmer que la
bourgeoisie peut et doit
payer sa crise.

Pour célébrer toutes les
victoires historiques de la
classe ouvrière et de tous
les peuples opprimés, le
Parti Communiste Révolu-
tionnaire (marxiste-léni-
niste) appelle à un rassem-
blement samedi 1^{er} mai à
9 H, place des Expositions
au Havre ; pour faire de ce
samedi une grande jour-
née d'action qui réaffir-
mera les aspirations des
travailleurs pour le socia-
lisme.

TELEVISION

Les «dossiers de l'écran» mardi :

D'OÙ VIENT LA RUMEUR?

1969 : à Orléans, la «rumeur publique» accuse six commerçants -en confection de faire disparaître de jeunes clientes, de pratiquer la traite des blanches. Comme par hasard, ces commerçants sont juifs. La rumeur en s'amplifiant finit par impliquer l'ensemble des commerçants en confection... En réalité, aucune femme n'a disparu. Sur un scénario semblable, d'autres «rumeurs» se propagent en 1970 à Amiens et Dinan, en 1974 à Chalon-sur-Saône.

Le film proposé par les «Dossiers de l'écran» reconstituait la «rumeur d'Amiens» sans offrir la moindre explication sur ce qui permet le développement de telles rumeurs.

Chargée par Alain Jérôme de combler cette lacune, l'équipe de sociologues réunie autour d'Edgar Morin s'est

lancée dans un bavardage confus. En fin de compte, pour Edgar Morin, il n'y a pas de responsables, «c'est tout le monde et personne» et surtout il est vain de chercher une explication rationnelle à un phénomène irrationnel. Pour de soi-disant «scientifiques», c'est tout de même un comble !

La xénophobie, le racisme, la méfiance ou l'hostilité pour ce qui est étranger, diffèrent, n'ont rien de nouveau : certaines tribus dites primitives appellent même «fantômes» ceux qui sont étrangers à la tribu. On a ici affaire à un phénomène social : une société donnée rejette ce qui est susceptible de remettre en cause son fonctionnement, son existence même.

Les réactions de rejet (et donc les rumeurs dont elles sont la base) ont, dès l'origine, un caractère social très marqué. Elles s'appuient

évidemment sur l'ignorance, terrain favorable à la crédulité.

A cet égard, les déclarations de M.Nadir, responsable de l'Amicale des Algériens ont permis de mettre le doigt sur les vrais problèmes. Si des Algériens n'ont pas été désignés par des «rumeurs» c'est parce que le racisme anti-arabe n'a pas besoin en France de prendre la voie mesquine de la rumeur : il est en effet ouvertement encouragé par le pouvoir politique. Les assassins de travailleurs immigrés jouissent d'une totale impunité ; des faux (tract odieux attribué à l'Amicale des Algériens) circulent sans que leurs auteurs soient arrêtés, bien au contraire, la presse les reproduit complaisamment.

Ainsi, c'est bien l'idéologie dominante et le pouvoir politique qui l'impose qui sont en cause et non une

quelconque «nature humaine» éternellement perverse.

Ce sont aussi des réseaux fascistes organisés qui comme le soulignait un participant du débat, participent activement à la propagation, sinon à la fabrication des rumeurs.

On était trop près des vrais problèmes pour que cela ne suscite pas la haine d'Alain Jérôme : ce triste personnage a grossièrement interrompu M. Nadir pour lui demander : «Et dans votre pays, n'y a-t-il pas aussi des rumeurs racistes ?» Par ailleurs, en demandant comme seule participation des téléspectateurs de témoigner sur les rumeurs qu'ils connaissaient, ces messieurs des dossiers de l'écran ont obtenu sur un magasin parisien une collection de ragots dont ils se sont fait le haut-parleur. Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose...

Claude ANCHER

PROGRAMME VENDREDI 30 AVRIL

JEUDI 29 AVRIL

TF 1	TF 1	TF 1	TF 1
18 h 15 - A la bonne heure	18 h 15 - A la bonne heure	18 h 15 - A la bonne heure	18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes			
19 h 20 - Actualités régionales			
19 h 40 - Une minute pour les femmes	19 h 40 - Une minute pour les femmes	19 h 40 - Une minute pour les femmes	19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte			
20 h 00 - Journal régional			
20 h 30 - Au théâtre ce soir	20 h 30 - Au théâtre ce soir	20 h 30 - Au théâtre ce soir	20 h 30 - Au théâtre ce soir
22 h 35 - Rugby à sept			
23 h 15 - Journal			
A 2			
18 h 30 - Journal			
18 h 40 - Le palmarès des enfants	18 h 40 - Le palmarès des enfants	18 h 40 - Le palmarès des enfants	18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	18 h 55 - Des chiffres et des lettres	18 h 55 - Des chiffres et des lettres	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales			
19 h 45 - Y'a un truc			
20 h 00 - Journal			
20 h 30 - Les mystères de New-York	20 h 30 - Les mystères de New-York	20 h 30 - Les mystères de New-York	20 h 30 - Les mystères de New-York
21 h 30 - Apostrophes			
22 h 35 - Journal			
22 h 50 - Ciné-club : Association criminelle	22 h 50 - Ciné-club : Association criminelle	22 h 50 - Ciné-club : Association criminelle	22 h 50 - Ciné-club : Association criminelle
FR 3			
18 h 45 - Pour les jeunes			
19 h 05 - Programmes régionaux			
19 h 20 - Actualités régionales			
19 h 40 - Tribune libre			
19 h 55 - Flash journal			
20 h 00 - Les jeux de 20 heures	20 h 00 - Les jeux de 20 heures	20 h 00 - Les jeux de 20 heures	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi : De quoi avons-nous peur ? La sexualité (1)	20 h 30 - Vendredi : De quoi avons-nous peur ? La sexualité (1)	20 h 30 - Vendredi : De quoi avons-nous peur ? La sexualité (1)	20 h 30 - Vendredi : De quoi avons-nous peur ? La sexualité (1)
21 h 30 - Amérique			
22 h 20 - Journal			
22 h 35 - Emission alsacienne			

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Une première attaque des rangers contre la grotte des partisans a été repoussée. Les partisans veulent s'emparer des armes des soldats ennemis abattus.

15^e épisode

LA SORTIE EST RÉUSSIE

Ngan expose son plan.

S'ils attaquent, nous les recevrons comme la dernière fois, sans leur laisser le temps de rien emporter, ni leurs morts, ni leurs armes. Et immédiatement après nous opérerons une sortie pour ramasser le butin. Toï, Trong et moi, nous vous couvrirons de notre feu, cela vous convient-il ?

Hai Thép approuva de la tête. Chacun s'accorda à trouver que c'était là la meilleure solution. (...)

Les rangers arrivent.

Ngan suivait des yeux les ennemis qui progressaient, le dos courbé, en tirant de toutes leurs armes qu'ils portaient sous l'aisselle. Ils étaient environ deux sections, les rangers en tête, l'air agressif. Les voilà qui prenaient maintenant le galop. Ngan distingua un homme torse nu qui portait des amulettes et quelque chose de brillant au cou.

— C'est Xam ! s'écria Ba Ren.

— C'est bien lui ! se dit Ngan en lâchant une courte rafale. Le lieutenant des rangers s'arrêta net, l'épaule droite affaissée, à une dizaine de mètres de la grotte. Deux de ses hommes se jetèrent en avant pour le prendre par les aisselles et le ramener en arrière. Pendant ce temps, Toï, Trong et Dat tiraient sur ceux qui s'avançaient. Les ennemis touchés hurlaient en tombant. Ngan fit feu de nouveau. Des ennemis s'écroulaient à proximité de la grotte. Mais les survivants cherchaient toujours à avancer. Toï dégoupilla une grande MK3, compta jusqu'à trois et la lança dans le tas. L'explosion couvrit l'entrée d'une épaisse fumée.



— Encore une ! hurla Ngan.

La deuxième grenade, lancée par Trong, tomba juste sur les ennemis au moment où ils se relevaient. Elle brisa net l'assaut. Les voilà qui tournaient le dos. Ngan distingua deux soldats portant Xam qui couraient. Il lâcha une courte rafale. Ils couraient toujours. Bondissant en avant, Ngan lança encore une rafale en criant : — A l'assaut !

Il bondit hors de la grotte, aussitôt suivi par Toï et Trong. Ba Ren, Hai Thép et tous les guérilleros présents s'élançèrent à leur suite et ramenèrent les armes. Tu Nghiep et Dat s'attardaient à enlever aux morts leurs bandes de cartouches et leurs chargeurs de Thompson. Ils avaient récupéré deux bandes et plusieurs chargeurs lorsque l'ennemi riposta. Ils durent revenir en rampant sous la pluie des balles ennemies, couverts par le tir de leurs

amis. Dat rampa comme une grenouille en traînant deux bandes de cartouches. Tu Nghiep rampa plus lentement, mais de façon plus appliquée. Ngan ne les quittait pas des yeux tout en les couvrant de son feu.

— Hardi, les gars ! encouragea Hai Thép de la voix quand ils ne furent plus qu'à quelques brassées de la grotte.

Ils arrivèrent enfin, le corps, plein d'égratignures et les genoux saignants. Les yeux de Dat pétillaient tandis qu'il ramenait les ceintures de cartouches et s'adossait à la paroi de la grotte. Tout en soufflant, sa bouche s'éclaira en un large sourire. Tu Nghiep assis les deux mains sur les genoux haletait en disant : — Vrai, les gars, on a eu drôlement chaud !

Ngan sourit d'aise en sortant sa boulette de riz. Le soleil était déjà à son zénith et chacun avait faim. Ils mangeaient avec un appétit dévorant le riz de la veille, lorsqu'ils virent Quyen se faufiler vers eux avec des grappes de crevettes séchées qu'elle distribua à chacun. Sa distribution faite, elle s'assit auprès du butin et se mit à caresser les armes. Puis, elle vint au devant de son fiancé, se mit les mains sur la poitrine comme pour réprimer la forte émotion qui l'avait empoignée depuis tout à l'heure.

— Je t'ai vu t'élancer au dehors, tu sais. — Tu étais derrière le rocher ?

Quyen fit oui de la tête en regardant fixement le jeune homme qui mangeait avec un bel appétit sa boulette de riz.

Après un court silence, elle reprit d'une voix dépitée : — Personne ici n'a confiance en moi ! On m'a écartée du combat.

— Il ne s'agit pas de confiance, voyons ! On n'avait pas encore besoin de tes bras. Tu n'y couperas pas, quand la nécessité se fera sentir. Un peu de patience, ma chérie !

(à suivre)

ESPAGNE: LA GREVE CHEZ MARCONI-ITT

DÉBAT AVEC UN CAMARADE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA COMMISSION OUVRIÈRE

Les 3000 travailleurs sont toujours sanctionnés, sauf les techniciens et les administratifs. Il n'y a pas eu d'accord sur la convention, donc d'après les lois espagnoles, c'est le gouvernement qui a tranché, ce avec quoi les travailleurs sont en désaccord. En signe de protestation, ils font des arrêts partiels tous les jours. Des assemblées se poursuivent aussi quotidiennement.

Villaverde : ce nom (en 3 mois de lutte) a été prononcé des dizaines de fois. Villaverde, le cœur de la «ceinture rouge» de Madrid, ces banlieues ouvrières que le franquisme n'a jamais réussi à réduire au silence. C'est là que se trouve l'usine Marconi... Ceux de Marconi sont aujourd'hui en grève, parce que le renouvellement de leur convention collective tombe en juin. «Alors, il faut commencer à travailler dès maintenant» dit un militant des commissions ouvrières rencontré. Travailler, c'est - à - dire lutter...

Marconi, militarisé depuis 46

De la lutte, ils en ont l'expérience : Marconi, c'est un peu l'époque héroïque des commissions ouvrières, les premières formes d'organisation de classe surgies de la nuit franquiste, en 66. Certains de ceux avec qui je parle se souviennent : en 68, la Commission Ouvrière de l'usine a été décapitée totalement. Il a fallu renouer les fils patiemment dans la clandestinité, dans des conditions plus dures qu'ailleurs : car depuis 46, l'usine est militarisée. Il n'y a donc pas de Comité d'Entreprise. Juste avant cette grève-ci, la direction, comme par hasard, a demandé leur photo à tous les ouvriers pour le renouvellement de leur carnet militaire ; une pression bien sûr ! Cela faisait 5 ou 6 ans qu'il n'y avait pas eu de grève quand en janvier, la commission ouvrière a lancé les premières actions, d'abord sur des revendications de salaire (4000 pesetas) puis pour la solidarité avec les usines en lutte. Jusqu'à cette époque, il suffisait d'avoir fait une assemblée pour être licencié !

Réaliser l'unité des ouvriers

Cette menace permanente de la répression, sans la moindre marge de tolérance qui peut exister ailleurs, ainsi que le relatif déphasage de la lutte - les autres conventions collectives ont été renouvelées en décembre ou janvier - rendent la situation difficile. Pourtant, les militants révolutionnaires de la commission ouvrière ne baissent pas les bras : «Ce sont justement sur ces arguments-là que s'appuient les révisionnistes pour retarder le moment du combat depuis des mois. Nous, on a compris que si on voulait gagner cette lutte, il fallait faire un travail en profondeur, et réaliser l'unité de tous les ouvriers de l'usine».

Faire l'enquête à l'heure des sandwiches

«On a commencé par faire une enquête préalable, pour voir ce que voulaient les gens. Il en est ressorti, au cours de discussions en petits groupes et de ce que nous appelons «les assemblées de sandwich» (tous les jours, il y a une pause échelonnée de 10 heures à 10 heures 45) que les ouvriers voulaient des augmentations de salaire de 8000 pesetas uniformes, des primes pour chaque enfant scolarisé, des primes spéciales pour les handicapés, l'abaissement des barèmes pour les primes d'ancienneté. Peu à peu, ça a débouché sur un véritable cahier de revendications, plus une sorte d'avant projet pour la discussion de la convention collective. Les ouvriers étaient aussi très mobilisés contre le système M.T., un système ITT pour augmenter le rendement. Pour toucher la prime, il faut que le rythme de travail se situe entre 88% et 100%. «Comme ça, tu cours et tu t'exploites toi même» disaient les ouvriers. On a décidé d'exiger la suppression de ce principe.



Eplucher les comptes de l'entreprise

Il y avait des gens qui trouvaient que 8000 pesetas d'augmentation n'était pas une revendication réaliste. Un groupe de travail s'est constitué pour éplucher les comptes de l'entreprise, examiner les positions internationales du trust. La revue Doblon a sorti des extraits de cette étude. Alors, là, on a vu les profits que Marconi ITT faisaient sur notre dos. Il n'avait jamais gagné autant d'argent que depuis «la crise». Ce genre de travail permet de mieux unifier les travailleurs.

Dans les assemblées faites à l'heure des sandwiches, comme dans celles du soir, d'autres revendications unanimes sont apparues : la réintégration des 12 ou 15 ouvriers licenciés depuis 66 pour avoir fait des assemblées ou des grèves.

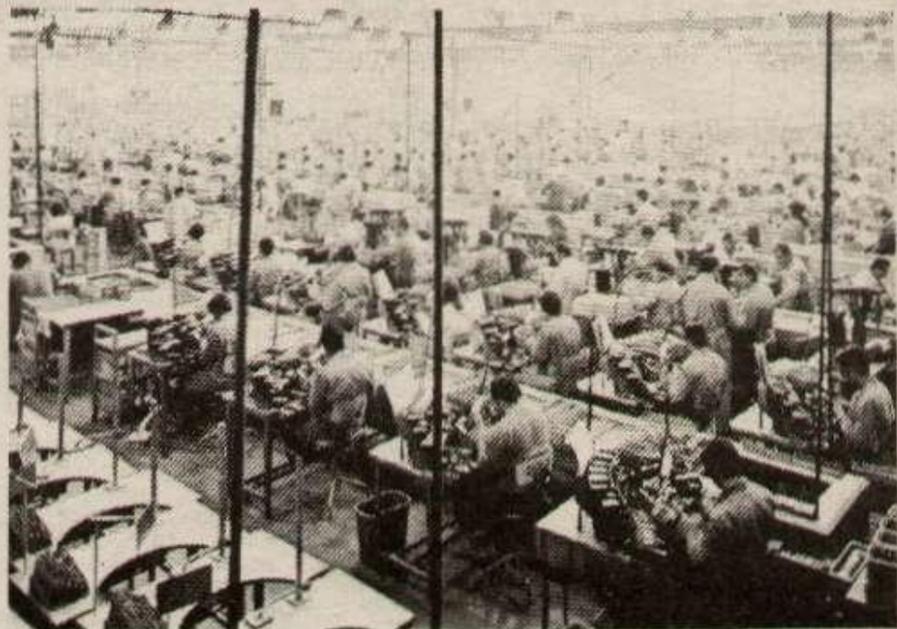
Et puis, les travailleurs exigent que l'entreprise se prononce pour l'amnistie. Ils demandent la liberté syndicale.

Les réactions de la direction: diviser et réprimer

Les réactions de la direction ne se sont pas fait attendre. D'abord, le soir, quand on tenait des assemblées dans l'usine, elle faisait partir les cars, si bien qu'en sortant à 5 h 30, on arrivait chez nous à 8 h 00 du soir et même plus, souvent en partie à pied. Et puis, elle a sorti un contre-projet, qui ne tenait absolument pas compte du nôtre : elle proposait 17% d'augmentation et en revanche, accordait 150 pesetas d'augmentation aux bureaux pour nous diviser. Evidemment on a refusé le système d'augmentation en pourcentage qui profite aux cadres. Ensuite, elle a essayé de différer la constitution de la commission délibératrice chargée d'entamer les négociations. Elle nous a donné à choisir sur une liste parmi les représentants du «syndicat» officiel (fasciste). Chaque fois qu'on disait

un nom, la direction répondait qu'il n'était pas libre avant 15 jours, pour essayer de démobiliser. On leur a répondu qu'elle pouvait bien choisir n'importe lequel, vu qu'ils étaient tous aussi pourris les uns que les autres, ça n'avait pas d'importance.

Entre temps, il y avait déjà eu des débrayages progressifs à l'usine, 1 heure mardi, 3 le lendemain, 6 heures jeudi. Le jour où devait se réunir la commission, on s'est rendu au siège du syndicat, on était 2800 et on est resté plus de 2 heures, jusqu'à ce que la réunion soit finie.



La lutte contre les révisionnistes

Pendant ces journées de lutte, c'est la commission ouvrière qui a eu l'initiative, mais les révisionnistes de l'usine avaient refusé de convoquer une réunion de la commission. On s'est passé d'eux...

— Qui c'est «on» ?
— Les révolutionnaires, c'est à dire l'ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs) surtout, le MC (Mouvement Communiste) et le PT (Parti du Travail) ; on a un poids à peu près égal dans la Commission ouvrière. Les révisionnistes se sont bien gardés de dire qu'ils ne voulaient pas venir, chacun a donné une raison individuelle :

l'une devait faire ses courses, l'autre allait chez le dentiste, etc... Des prétextes, quoi !

— Est-ce que vous dénoncez ce genre d'attitude devant les ouvriers ?

— Dans la phase actuelle de la lutte, non ; c'est dans la Commission qu'on mène la bagarre pour les obliger à nous suivre. Les ouvriers de l'usine sont assez peu politisés ; pour eux, la Commission Ouvrière, c'est le symbole même de la lutte ; s'ils s'aperçoivent qu'elle est divisée, ils se décourageront et ça provoquera des réactions contre les partis.

l'organisation en général. Mais si les révisionnistes sabotent ouvertement, alors là, nous les dénoncerons ouvertement ; pour l'instant, ils n'osent pas, de peur de se discréditer. On est vigilant...

Tenir bon

— Maintenant, où en est la lutte ?

— Après l'action massive du jeudi, le lendemain, il y a eu de nouveaux débrayages et une assemblée générale. La direction nous a lock-outés pour une semaine, et a donné des vacances supplémentaires aux bureaux, encore une fois pour diviser. Je pense que la lutte, qui a repris, sera de longue haleine. Il est important d'arriver à maintenir l'unité de tous les travailleurs de l'usine. Une solidarité internationale en particulier des usines ITT en Europe serait importante. On a besoin du soutien politique, mais aussi matériel. C'est le mois prochain que ça va être dur, car Marconi nous paie avec un mois de retard. Mais la préparation du 1^{er} Mai marche très fort, et ça sera un élément important dans notre lutte.

Le travail politique

— En tant que militant révolutionnaire, je suppose que ta seule activité n'est pas syndicale. Comment se fait le travail politique dans l'usine ?

— Etant donné la faible politisation et les conditions de la clandestinité, il n'y a pas de travail politique large ; mais on a autour de nous des cercles de 30, 40 personnes, parfois plus. On invite les gens qui se sont distingués dans la lutte à discuter de thèmes précis, on critique de manière approfondie la ligne révisionniste. Par exemple, les révisionnistes veulent renforcer le rôle des UTT provinciales (Union de travailleurs et techniciens) mises en place par le gouvernement. Or, il est clair que le «syndicat» officiel,

il faut le détruire en entier ; on ne peut pas le réformer. Ça n'exclut pas de mettre à profit tous les moyens légaux. Mais l'essentiel, c'est la Commission Ouvrière. D'autre part, à travers la question de la liberté syndicale, se pose le problème de la conquête de toutes les libertés, de préciser quelle démocratie on veut et par quels moyens. La démocratie bourgeoise n'est qu'un moyen pour faire du chemin, disent les ouvriers avancés. C'est là, entre autres que se discutent les mots d'ordre politiques.

Les matraques électriques

— Quelles réactions il y a eu à propos de la manifestation du 3 avril à Madrid ?

— On s'était donné des rendez-vous pour y aller en groupes ; les révisionnistes ont semé la confusion en disant «La manifestation est annulée», sans dire que c'était eux qui l'avaient annulée. Malgré cela, il y a eu beaucoup de monde. Il faut se rendre compte de ce que représente une manifestation dans les conditions actuelles. Il y a eu une période de semi-tolérance. Mais maintenant, c'est comme du temps de Franco. Depuis janvier à peu près. En plus des gaz et des balles de caoutchouc, ils utilisent des matraques électriques, qui sont reliées à des piles que les flics portent sur eux. Ça lance une décharge, et ça laisse les gens par terre. Ils détournent les bus et parfois stoppent le métro. On est obligé de donner des rendez-vous de «sécurité» pour vérifier qu'il n'y a pas eu d'arrestations et engager tout de suite la lutte contre la répression. Sur le 3 avril, les révisionnistes se sont nettement démasqués aux yeux de l'avant-garde des usines. Les gens sont décidés à lutter, le 1^{er} Mai va être un test de la combativité ouvrière. Les masses voient la liberté comme quelque chose de proche, à leur portée, mais savent que le chemin sera dur.